

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1751

15 juillet 2015

SOMMAIRE

3D Plan Architecture S.à r.l.	84014	Folea S.A. SICAV-FIS I	84007
Aforcomlux SA	84003	FSI Consulting S.à r.l.	84002
Agatha LuxCo 4 S.à r.l.	84003	FZH-Lux	84007
Alga Acquisition S.A.	84004	Helena Debtco S.à r.l.	84005
Atrium Portfolio Sicav	84047	Hofrom S.à r.l.	84004
ATS Consulting S.A.	84008	Jargonnant Partners S.à r.l.	84011
Aviva Investors International Fund	84048	Kiel Student Property S.à r.l.	84016
Bagi International S.A.	84004	KW Goecke S.à r.l.	84048
Barbadori, SCI	84003	Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ...	84030
Beliso S.A.	84026	Patron Hunter S.à r.l.	84007
BioLux Organic Products s.à r.l.	84014	PHARMA/wHEALTH Management Compa- ny S.A.	84009
Caisse Raiffeisen Bettborn-Perlé	84048	PH Tennis S.à r.l.	84009
Carthesio Holding S.A.	84010	Picard Bondco	84008
Controlinveste International	84041	Polybytes IT Consult S.A.	84009
Eden 2 & Cie S.C.A.	84044	Post Invest Europe S.à r.l.	84009
Etoile Promotions "E", société à responsabilité limitée	84006	PPS Grande Duchesse S.A.	84004
Euragro S.A.	84002	Preferred Investments S.à r.l.	84008
Eurowire	84006	Private Equity Asia Select Company III S.à r.l.	84009
Fanisi Venture Capital Fund S.C.A., SICAV- SIF	84007	Tartaros	84005
Farma Holding S.à r.l.	84006	Top Shop S.à r.l.	84005
Faroe Investments Mezzco S.à r.l.	84006	Treveria Thirty-One S.à r.l.	84002
FFS 5 S.à r.l.	84002	Treveria Twenty S.à r.l.	84002
First Baltic Property S.A.	84005	UBIK	84048

Treveria Thirty-One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 125.661.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074901/10.

(150085144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Treveria Twenty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 124.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074902/10.

(150085015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

FFS 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 172.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FFS 5 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015075318/11.

(150086202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

FSI Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 108.048.

Les statuts coordonnés au 1^{er} avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015075329/11.

(150086126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Euragro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 171.780.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015075300/12.

(150086224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Agatha LuxCo 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 192.277.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 18 mai 2015

L'associé unique de la Société a décidé d'accepter la démission de Michel Warmerdam de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 18 mai 2015.

En conséquence de cette démission, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Carmen IONESCU, gérant; et

- John MOLLOY, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Agatha Luxco 4 S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015074309/17.

(150084945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Aforcomlux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 8C, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 154.607.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 27 avril 2015 que:

- Suite à la démission de Monsieur Jean GREFF de ses fonctions de commissaire aux comptes, l'assemblée décide de nommer, en remplacement, la société Euro-Green S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 180.843, ayant son siège social au 11, rue Michel Rodange à L-3750 Rumelange. Elle émettra son premier rapport sur les comptes annuels 2013.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'an 2017.

Rumelange, le 20 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ordre

Sefisco S.A.

Référence de publication: 2015074331/18.

(150085392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Barbadori, SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 105, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg E 1.000.

Suite au décès de Mme Olga PANNACCI survenu le 22/12/2014 détenant 60% (soixante pourcent) des parts de la SCI Barbadori, et suite à la déclaration de succession datée du 05/05/2015 et l'acte de notoriété daté du 29/04/2015 reçu par devant Maître Blanche Moutrier, il y a lieu de répartir les parts moitié moitié entre les enfants comme suit:

- 30% à Mme Nelly BARBADORI, née à Esch/Alzette, le 5 septembre 1952, demeurant à L-4155 Esch/Alzette, 31, rue Léon Jouhaux.

- 30% à Mme Liliane BARBADORI, née à Esch/Alzette, le 29 janvier 1946, demeurant à L-4411 Soleuvre, 187A, rue Aessen.

Suite à cette répartition les 100% des parts se confirment comme suit:

- Mme Nelly BARBADORI détient 50% des parts et gérante technique

- Mme Liliane BARBADORI détient 50% des parts et gérante administrative

Esch/Alzette, le 19 mai 2015.

Les associés

Référence de publication: 2015074372/19.

(150085205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

PPS Grande Duchesse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 103.134.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074790/10.

(150085249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Hofrom S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 80, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 104.223.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire du 6 mai 2015 que:

Les associés acceptent la démission de Madame Aubry Carole, née le 15 octobre 1974 à Nancy (France), demeurant à 17, rue d'Idrija F-57710 Aumetz de son poste de gérante administrative.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015075368/12.

(150085946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Bagi International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 138.040.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19.02.2015

Les actionnaires de la société BAGI INTERNATIONAL S.A. réunis le 19.02.2015 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Renouveler le mandat de commissaire aux comptes à la société LDF AUDIT S.A. jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2021.

Fait à Luxembourg, le 19.02.2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015074370/15.

(150084973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Alga Acquisition S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 181.047.

Extrait des décisions de l'assemblée générale du 18 mars 2015

L'Assemblée Générale décide de nommer délégué à la gestion journalière, Mr Fabrice MAIRE, 30 Avenue Dr Klein, L-5630 Mondorf Les Bains, pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2015.

Il à la signature individuelle dans la limite d'un montant total d'un Million d'Euros (1.000.000 EUR) ou son équivalent en dollars des Etats-Unis.

L'Assemblée Générale décide de renouveler, le mandat de Compagnie Européenne de Révision sis 15, rue des Carrefours L-8124 Bridel - RCSL n° B-37039, en qualité de commissaire aux comptes pour une année, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015074334/17.

(150085045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Tartaros, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 142.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015074911/9.

(150085386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Top Shop S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1261 Luxembourg, 109, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 108.340.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015074920/9.

(150084783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

First Baltic Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 109.076.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 18 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015075311/13.

(150085798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Helena Debtco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 785.900,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.707.

Par résolutions signées en date du 13 mai 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination Franck Doineau, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de Delphine André, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

3. Nomination d'Antonio Longo, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

4. Acceptation de la démission de Sébastien Comin, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

5. Acceptation de la démission de Catuscia Morciano, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

6. Acceptation de la démission de Peggy Murphy, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075355/23.

(150086397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Eurowire, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 68.011.

Les comptes annuels au 14 Avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075303/10.

(150086004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Faroe Investments Mezzco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 195.246.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075307/10.

(150085573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Etoile Promotions "E", société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 60.543.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015075297/14.

(150085962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Farma Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 666.400,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 122.131.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les Associés de la Société en date du 15 mai 2015 que:

- Monsieur Stef Oostvogels démissionne de son mandat de Gérant de Catégorie B de la Société avec effet au 07 mai 2015;

- Madame Delphine Tempé, née le 15 février 1971 à Strasbourg, France et, ayant son adresse professionnelle au 291 route d'Arlon, L-2016 Luxembourg, est nommée en tant de Gérant de Catégorie B avec effet au 19 mai 2015 et ce, pour une durée indéterminée;

- Monsieur Nishant Nayyar, né le 24 septembre 1979 en Virginie, États-Unis d'Amérique et, ayant son adresse professionnelle au 33 Jermyn Street, SW1Y 6DN Londres, Royaume-Uni, est nommé en tant que Gérant de Catégorie A avec effet au 19 mai 2015 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075306/20.

(150085806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

FZH-Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 61, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 144.766.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075330/10.

(150086107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Fanisi Venture Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 150.760.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 12 mai 2015:

- Le mandat d'ERNST & YOUNG, 7 Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, réviseur d'entreprises agréée de la Société a été renouvelé.

- Le nouveau mandat d'ERNST & YOUNG prendra fin lors de l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en 2016.
Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075315/13.

(150085602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Folea S.A. SICAV-FIS I, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.741.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 29 avril 2015 à Luxembourg

Après délibération, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité des voix des membres présents de transférer avec effet au 20 mars 2015, le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante:

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Pour extrait

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2015075313/15.

(150086435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Patron Hunter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 194.639.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 20 mai 2015 que Patron Investments IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B160.456, a cédé les 500 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Patron Graham S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B194.796.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2015075528/16.

(150086133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

ATS Consulting S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 39, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 117.219.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015075136/12.

(150086065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Preferred Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 30.100,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 148.874.

Les comptes annuels au 20 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 mai 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015075538/14.

(150086167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Picard Bondco, Société Anonyme.**Capital social: EUR 2.642.097,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 154.899.

En date du 27 avril 2015, l'associé de la société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Dalia Bleyer née le 17 juin 1983 à Alytus, Lituanie, demeurant professionnellement au 7 rue, Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, en tant qu'administrateur de classe B de la société, avec effet rétroactif au 27 avril 2015.

- de nommer Elke Leenders, née le 2 août 1980 à Maaseik, Belgique, demeurant professionnellement au 7 rue, Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, en tant qu'administrateur de classe B de la société avec effet rétroactif au 27 avril 2015, et pour une durée se terminant lors de l'assemblée générale annuelle se tenant en l'année 2019.

Le conseil d'administration de la société se compose désormais comme suit:

- Administrateurs de classe A

Richard Lewis

Javier FERRAN

- Administrateurs de classe B

Elke Leenders

James Lees

Ganash Lokanathen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015075532/27.

(150086156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Polybytes IT Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9947 Wasserbillig, 6, rue des Roses.
R.C.S. Luxembourg B 176.570.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015075534/9.

(150085766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Post Invest Europe S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 108.964.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075536/10.

(150085909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

PHARMA/wHEALTH Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 45.176.

Herr Dr. Wolfgang Leoni ist mit Wirkung zum 30. April 2015 von seinem Amt als Verwaltungsratsmitglied zurückgetreten.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015075552/10.

(150085612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

PH Tennis S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8323 Olm, 59, avenue Grand-Duc Jean.
R.C.S. Luxembourg B 100.240.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2015075548/12.

(150085767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Private Equity Asia Select Company III S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 137.424.

Par le présent avis, la Société informe les tiers que M. Géry de Meeüs, gérant de la Société, a démissionné de son poste avec effet au 31 mars 2015.

M. Stéphane Weyders, résidant professionnellement au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg a été nommé en tant que gérant de la Société avec effet au 18 mai 2015

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075560/13.

(150085621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Carthesio Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 74.046.

L'an deux mille quinze, le quinze mai.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée CARTHESIO HOLDING S.A. ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 74.046, constituée en date du 1^{er} février 2000 par acte devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg n° 314 du 28 avril 2000.

Les statuts ont été modifiés par actes passés par devant le même notaire en date du 1^{er} mars 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg n° 874 du 12 octobre 2001, en date du 27 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg n° 48 du 10 janvier 2002, en date du 17 janvier 2002, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations de Luxembourg n° 798 du 27 mai 2002, en date du 27 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg n° 1.200 du 12 août 2002, en date 3 août 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg n° 92 du 13 janvier 2006 et par acte passé par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire alors de résidence à Remich, en remplacement de Maître Joseph ELVINGER, en date du 25 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg n° 1751 du 18 août 2007.

L'assemblée est présidée par Madame Marianne GOEBEL, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Charles DURO, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg et l'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Nicola DI GIOVANNI, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, dresse la liste de présence laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents et le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

Qu'il résulte de la liste de présence pré mentionnée que sur les 45.260 (quarante-cinq mille deux cent soixante) actions, représentatives de l'intégralité du capital social, 44.392 (quarante quatre mille trois cent quatre-vingt-douze) actions sont dûment représentées à la présente assemblée, qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit.

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de EUR 8.680,- (huit mille six cent quatre-vingt Euros), par retrait et annulation de 868 (huit cent soixante-huit) actions propres portant les numéros 42.001 à 42.800 et 46.348 à 46.415, rachetées par la société CARTHESIO HOLDING S.A. en vertu d'une autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, en vue de porter le capital social de son montant actuel de EUR 452.600,- (quatre cent cinquante deux mille six cent Euros) à EUR 443.920,- (quatre cent quarante-trois mille neuf cent vingt Euros) représenté par 44.392 (quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

2. Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante: «Le capital souscrit est fixé à EUR 443.920,- (quatre cent quarante-trois mille neuf cent vingt Euros) représenté par 44.392 (quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune».

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Madame le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix et séparément les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de réduire le capital social à concurrence d'un montant de EUR 8.680,- (huit mille six cent quatre-vingt Euros), par le retrait et l'annulation de 868 (huit cent soixante-huit) actions propres, portant les numéros 42.001 à 42.800 et 46.348 à 46.415, rachetées par la Société suivant décision d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue en date du 25 février 2014, en vue de porter le capital social de son montant actuel de EUR 452.600,- (quatre cent cinquante deux mille six cents Euros) à EUR 443.920,- (quatre cent quarante-trois mille neuf cent vingt Euros), représenté par 44.392 (quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires, suite à la résolution qui précède, décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Le capital souscrit est fixé à EUR 443.920,- (quatre cent quarante-trois mille neuf cent vingt Euros) représenté par 44.392 (quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, Madame le président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: GOEBEL, DURO, DI GIOVANNI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/05/2015. Relation: EAC/2015/10995. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 20/05/2015.

Référence de publication: 2015075225/74.

(150085645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Jargonnant Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 78.830.

This fourth day of May two thousand fifteen before me, Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

appeared:

Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in her capacity as representative duly authorised in writing of:

Karl-Erbo Graf von Kageneck, entrepreneur, born on 29 July 1947 in Wittlich (Germany), having his professional address at Stollbergstrasse 11, 80539 Munich, Germany (the "Shareholder"), being the sole shareholder of:

Jargonnant Partners, S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 78830, incorporated pursuant to a deed executed before Joseph Elvinger, notary in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 13 November 2000, published in the Official Journal of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, No. 384 of 25 May 2001, the articles of association of which have been amended most recently pursuant to a deed executed before Henri Hellinckx, notary in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 29 December 2009, published in the Mémorial C, No. 429 of 27 February 2010 (the "Company").

The person appearing is personally known to me, notary, and the power of attorney to the person appearing is initialled *ne varietur* by the person appearing and by me, notary, and is annexed hereto.

The person appearing declared and requested me, the undersigned notary, to record the following:

Resolutions

The Shareholder, acting as sole shareholder of the Company, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, hereby resolves:

1. to remove the nominal value from the shares in the share capital of the Company and to split and convert the one hundred and fifty (150) existing shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100.00) each into five thousand (5,000) shares without a stated nominal value, numbered 1 through 5000; and

2. to amend the articles of association of the Company by replacing articles 8 and 13 by the following and by inserting new articles 9bis, 10bis, 16bis, 19bis and 21bis as follows:

Art. 8. The share capital of the Company is fifteen thousand euros (EUR 15,000.00), divided into five thousand (5,000) fully paid shares without a stated nominal value.

Art. 9bis. The Company may generally acquire its own shares and hold them in treasury.

Where shares are to be acquired for value, the board of managers shall draw up interim accounts and article 19bis shall apply *mutatis mutandis*.

Shares held in treasury and shares held by subsidiaries of the Company are treated as though they are cancelled and all rights attached thereto, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended.

Art. 10bis. The Company may resell shares held in treasury. The Company may also, except by way of public offering, issue securities that rank *pari passu* to the shares in respect of distribution of profits, reserves and/or liquidation proceeds but which do not represent any part of the equity and do not confer any voting rights or any of the rights associated therewith (such as the right to convene a general meeting, the right to attend such a meeting, the right to information and the right of inspection of corporate documents).

Art. 13. Managers can take decisions in a meeting of the board of managers. Managers participate in a meeting of the board of managers, or part of a meeting, when the meeting has been called and takes place in accordance with the law and they can each communicate to the other managers any information or opinions they have on any particular item of the business of the meeting. In determining whether managers are participating in a meeting, it is irrelevant where any manager is physically located or how they communicate with each other; provided, however, that the means of communication used permits all participants to communicate adequately and simultaneously. Any manager may be represented at any meeting of the board of managers by another manager as his proxy.

Decisions of the board of managers may also at all times be taken without holding a meeting. A board decision is taken in accordance with this paragraph when all managers indicate to each other by any means that they share a common view on a matter. Such a decision may take the form of a written resolution, copies of which have been signed by each manager or to which each manager has otherwise indicated agreement in writing.

Art. 16bis. When the Company issues shares at a premium, whether for cash or otherwise, it shall add to the share premium account the amount or value of the premiums.

When the Company receives an equity contribution without allotment of securities in consideration thereof, from or at the direction of any shareholder in respect of one or more of such shareholder's shares ("voluntary premium"), it shall add to the appropriate premium account the amount of the contribution if it concerns a cash contribution or the agreed value of the contribution if it concerns a non-cash contribution.

Art. 19bis. On the basis of interim accounts prepared for the purpose, the board of managers may decide to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend out of equity available for distribution.

For purposes of the foregoing, "equity available for distribution" means, at any given time, the aggregate of the current year profit or loss, accumulated realised profits and any distributable reserves (including share premium and voluntary premium), less accumulated realised losses and the amount to be transferred to the statutory reserve subject to and in accordance with article 19.

Art. 21bis. In case of any discrepancy between these articles and a written shareholders agreement among all the shareholders of the Company, or among all the shareholders and the Company itself and/or one or more persons who are not shareholders, as amended and restated from time to time, such shareholders agreement shall prevail as among parties, save where otherwise provided by law.

The costs, expenses and fees or charges of whatever form, incurred by the Company or charged to it by reason of this deed, amount to approximately one thousand two hundred fifty euros (EUR 1,250.00).

I, the undersigned notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the person appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Esch-sur-Alzette, on the date first above stated.

After the deed was read to the person appearing, the person appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre mai par-devant moi, Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en sa qualité de fondée de pouvoir dûment autorisée par écrit de:

Karl-Erbo Graf von Kageneck, entrepreneur, né le 29 juillet 1947 à Wittlich (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au Stollbergstrasse 11, 80539 Munich, Allemagne (l'«Associé»), étant l'associé unique de:

Jargonant Partners, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 78830, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 13 novembre 2000, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, n° 384 du 25 mai 2001, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx,

notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 29 décembre 2009, publié au Mémorial C, n° 429 du 27 février 2010 (la «Société»).

La comparante est connue personnellement de moi, notaire, et la procuration donnée à la comparante est paraphée ne varietur par la comparante et par moi, notaire, et est annexée aux présentes.

La comparante a déclaré et m'a requis, le notaire soussigné, d'acter ce qui suit:

Résolutions

L'Associé, agissant en tant qu'associé unique de la Société, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, décide par les présentes:

1. de supprimer la valeur nominale des parts sociales formant actuellement le capital social de la Société et de diviser et convertir les cent cinquante (150) parts sociales existantes d'une valeur nominale de cent euros (100,00 EUR) chacune en cinq mille (5.000) parts sociales sans mention de valeur nominale, numérotées de 1 à 5000; et

2. de modifier les statuts de la Société par le remplacement des articles 8 et 13 par ce qui suit et par l'insertion des articles 9bis, 10bis, 16bis, 19bis et 21bis nouveaux avec la teneur suivante:

Art. 8. Le capital social de la Société s'élève à quinze mille euros (15.000,00 EUR) et se divise en cinq mille (5.000) parts sociales entièrement libérées sans mention de valeur nominale.

Art. 9bis. En règle générale, la Société peut acquérir ses propres parts sociales et les conserver en portefeuille comme des parts auto-détenues.

Lorsque les parts sociales seront acquises à titre onéreux, le conseil de gérance doit établir un état comptable et l'article 19bis est applicable par analogie.

Les parts sociales auto-détenues et parts sociales détenues par des filiales de la Société sont traitées comme si elles étaient annulées et les droits attachés à celles-ci, y compris sans limitation le droit de vote et le droit de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus.

Art. 10bis. La Société peut revendre les parts sociales auto-détenues. La Société peut aussi, sauf par voie d'émission publique, émettre des titres qui sont traités sur un pied d'égalité avec les parts sociales quant à la distribution de dividendes, de réserves et/ou de boni de liquidation mais qui ne représentent pas les capitaux propres et ne confèrent aucun droit de vote ni aucun des droits qui s'y rapportent (tels que le droit de faire convoquer l'assemblée générale, le droit d'y prendre part, le droit d'obtenir des renseignements et le droit de consulter les documents sociaux).

Art. 13. Les gérants peuvent prendre des décisions à une réunion du conseil de gérance. Les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, ou à une partie d'une réunion, lorsque la réunion a été convoquée et a lieu conformément à la loi et chaque gérant peut communiquer aux autres gérants toute information ou avis qu'il a sur tout point particulier de l'ordre du jour de la réunion. L'endroit où se trouvent physiquement les gérants ou le moyen par lequel ils communiquent entre eux n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de leur participation à une réunion, à condition néanmoins que le moyen de communication utilisé permette à tous les participants de communiquer de manière appropriée et simultanée. Tout gérant peut se faire représenter à une réunion du conseil de gérance par un autre gérant comme mandataire.

Les décisions du conseil de gérance peuvent également être prises à tout moment sans qu'une réunion ne soit tenue. Une décision du conseil de gérance est prise conformément au présent paragraphe lorsque tous les gérants indiquent les uns aux autres par tout moyen qu'ils partagent une vision commune sur une question. Cette décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire a été signé par chaque gérant ou sur lequel chaque gérant a de toute autre façon indiqué son accord par écrit.

Art. 16bis. Lorsque la Société émet des parts sociales en contrepartie d'apports en numéraire ou autrement et une prime d'émission est prévue, elle crédite au compte de primes d'émission le montant ou la valeur de la prime reçue.

Lorsque la Société reçoit un apport en capitaux propres non rémunérés par des titres, d'un associé ou sur ordre de celui-ci quant à une ou plusieurs de ses parts sociales (une «prime volontaire»), elle crédite au compte de primes pertinent le montant de l'apport en numéraire ou la valeur convenue de tout apport autre qu'en numéraire reçu.

Art. 19bis. Le conseil de gérance peut décider de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende à partir des capitaux propres distribuables sur la base d'un état comptable préparé à cette occasion.

Aux fins de ce qui précède, «capitaux propres distribuables» signifie, à un moment donné, le montant total des bénéfices ou pertes de l'exercice en cours, des bénéfices reportés et des réserves distribuables (y compris des primes d'émission et primes volontaires), moins les pertes reportées et le montant à transférer à la réserve légale sous réserve de et conformément à l'article 19.

Art. 21bis. En cas de divergence entre les statuts et un pacte d'associés écrit conclu par tous les associés de la Société soit entre eux, soit avec la Société elle-même et/ou des tiers, tel que modifiée et mis à jour, ledit pacte d'associés fera foi entre les parties, sauf dispositions légales contraires.

Le montant approximatif des frais, dépenses et rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à mille deux cent cinquante euros (1.250,00 EUR).

Moi, notaire soussigné ayant connaissance de la langue anglaise, je déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande de la comparante, celle-ci, agissant comme indiqué ci-avant, a stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite à la comparante, celle-ci a déclaré qu'elle comprend la portée et les conséquences et a ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: AFONSO-DA CHAO CONDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 mai 2015. Relation: EAC/2015/10071. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch/Alzette, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074638/161.

(150084865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

3D Plan Architecture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5951 Itzig, 12, rue des Arbustes.

R.C.S. Luxembourg B 103.290.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015075721/11.

(150086205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

BioLux Organic Products s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8392 Nospelt, 15, rue de Goebblange.

R.C.S. Luxembourg B 196.882.

STATUTS

L'an deux mil quinze, le onze mai,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Yves GRUBER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 16 décembre 1981, demeurant à L-8392 Nospelt, 15, rue de Goebblange.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «BioLux Organic Products s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Kehlen.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la production et la vente de produits alimentaires biologiques, la vente de matériel de jardinage et l'installation de jardins portables, la location de parcelles de jardins et de jardins portables, la promotion des aliments biologiques, ainsi que toute activité commerciale non spécialement réglementée, en ce inclus le commerce électronique.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Yves GRUBER préqualifié.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil quinze.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8392 Nospelt, 15, rue de Goeblange.
- 2) Monsieur Yves GRUBER, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 16 décembre 1981, demeurant à L-8392 Nospelt, 15, rue de Goeblange est nommé gérant.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: Y. GRUBER, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14748. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074362/102.

(150085022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Kiel Student Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 196.824.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the fifth day of May.

Before Us Marc Lecuit, Civil law notary residing in Mersch, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Bauer Capital S.à r.l. a private limited company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 124.035 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr. Matthieu Bernhard, jurist, with professional address at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation (the «Articles») of a «société à responsabilité limitée» (private limited company) which such party declares to incorporate.

Form - Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company (the «Company»), governed by the present Articles and by the Luxembourg law and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 2. The Company will exist under the name of Kiel Student Property S.à r.l.

Art. 3. The corporate purpose of the Company is (i) the acquisition, holding, financing and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly (notably through a partnership, limited liability company or other legal entity, including but not limited to funds and similar structures, whether incorporated in Luxembourg or in another jurisdiction),

of real estate properties, whether developed or vacant, and related rights and assets of any kind, whether owned, leased, licensed or held otherwise, (ii) the acquisition, directly or indirectly, by purchase, merger, assignment, subscription, transfer by sale, exchange or otherwise of stock, participations, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, but not limited to, the assets referred to in (i) and (ii) above and any real estate asset or any real estate or any real estate project in Luxembourg or abroad).

The Company may acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or property of claims, receivables and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities of any kind whose value or return is linked to these risks. The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, receivables and/or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in any other way.

The Company may borrow in any form. It may enter into any type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issue programs. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries or affiliated companies without however carrying out an activity that would be regulated under the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector as amended.

The Company may also give guarantees and grant security in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may engage in the management, planning and controlling of bank accounts and master bank accounts relating to cash-pooling systems to the extent that such management, planning and controlling is made on behalf of the Company and/or one or more parent companies and/or subsidiaries forming part of the same group of companies as the Company. Such cash management shall include, without limitation, the management and development of cash pools held on various bank accounts, liaising with relevant financial and treasury departments of the Company's parent companies and subsidiaries, appointing and liaising with relevant account banks and appointing and instructing relevant financial institutions in connection with the execution of foreign exchange transactions or other deposit-related financial transactions for the account of the Company or any of its parent companies or subsidiaries.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects.

Art. 4. The Company has its registered office in Bertrange, Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of Bertrange by decision of the board of managers. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad. In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Share capital - Shares

Art. 7. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up. In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. The shares are freely transferable among the shareholders. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting. Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Law shall apply. The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 9. The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted by unanimous decision of the shareholders. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price, it being understood that the amount may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles. Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 10. The Company is managed by one or several manager(s). In case of plurality of managers, the managers will constitute a board of managers composed of one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s). The managers need not to be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the managers can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum remove and replace any manager.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or the sole manager (as the case may be).

The Company shall be bound by the signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

The board of managers or the sole manager may sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers/sole manager will determine its agent(s) power, duties and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 11. The managers do not contract in their functions any personal obligation concerning the commitments regularly taken by them in the name of the Company; as representatives of the Company, the managers are only responsible for the execution of their mandates.

Art. 12. The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers. The board of managers shall meet when convened by one manager. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

At least one class A and one class B managers present in person or represented in Luxembourg are a quorum. Any other manager, in addition to the quorum, may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager. Any and all managers, apart from those who are the quorum and must attend in person, may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by a majority of the managers present or duly represented, with a vote of at least one class A manager and one class B manager in favor of the decision. The establishment by the Company of offices and branches shall require the unanimous decision of the board of managers.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a board of managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

General meetings of shareholders

Art. 13. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing. If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Bertrange within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 14. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting. At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Annual accounts

Art. 15. The Company's financial year begins on the 1st of January of each year and closes on the 31st of December of the same year.

Art. 16. Each year, as of the 1st of January, the board of managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 17. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 18. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment. At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Where the thresholds determined by the Luxembourg laws are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital are decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 20. Notwithstanding the provisions of article nineteen, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 21. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 22. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which shall determine their powers and remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 23. The Company is governed by the laws of Luxembourg.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of incorporation and shall end on 31st of December 2015.

Subscription - Payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been entirely subscribed by the appearing party, named above, and fully paid up in cash with twelve thousand five hundred Euros, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named appearing party, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of the sole shareholder, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

- 1) The Company will be administered by the following managers:

i) Is appointed as class A manager:

- Mr. Stéphane Weyders, Director, born on January 2nd, 1972, in Arlon, Belgium, professionally residing at 151, rue de la Faïencerie, L-1511, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

ii) Are appointed as class B managers:

- Mr. Fabien Rossignol-Burgos Leon, born on February 4th, 1969 in Nancy, France, professionally residing at 151, rue de la Faïencerie, L-1511, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Christophe Laguerre, born on May 26th, 1964, in Saint-Mard, Belgium, professionally residing at 151, rue de la Faïencerie, L-1511, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at Atrium Business Park, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Bertrange, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den fünften Mai.

Vor dem unterzeichneten Marc Lecuit, Notar, im Amtssitz zu Mersch, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Bauer Capital S.à r.l., eine „Société à responsabilité limitée“ (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) mit Geschäftssitz in 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Großherzogtum Luxemburg, registriert mit dem Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Gesellschaftsnummer B 124.035,

hier vertreten durch Herrn Matthieu Bernhard, Jurist, mit Berufsadresse in 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Die Vollmacht bleibt nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene hat den amtierenden Notar ersucht, die nachstehenden Gründungsstatuten („Statuten“) einer „Société à responsabilité limitée“ (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) zu beurkunden wie folgt:

Form, Name, Gegenstand, Sitz, Dauer

Art. 1. Hiermit wird eine „société à responsabilité limitée“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („Gesellschaft“) gegründet, geregelt durch die vorliegenden Statuten und das luxemburgische Recht, insbesondere das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung („Gesetz“).

Art. 2. Die Gesellschaft wird unter der Bezeichnung Kiel Student Property S.à r.l. bestehen.

Art. 3. Die Gesellschaft bezweckt (i) den Erwerb, die Haltung, die Finanzierung und die Veräußerung, in jeder Form und mit allen Mitteln, mittelbar oder unmittelbar (besonders durch Personenkapitalgesellschaften, Gesellschaften mit beschränkter Haftung, oder andere Rechtspersonen, inklusive Funds und ähnliche Strukturen egal ob in Luxemburg oder im Ausland eingetragen) von Liegenschaften, bebaut oder unbebaut, sowie von abhängigen Rechte und Gegenstände (ii) den Erwerb, mittelbar oder unmittelbar, durch Kauf, Fusion, Übertragung, Bestellung, Übernahme, Tausch oder auf andere Weise von Aktien, Beteiligungen, Rentenpapieren, Schuldverschreibungen, Noten, und anderen Wertpapieren oder finanziellen Instrumenten jeder Art (inklusive Noten, Anteilen, Units die von Luxemburg oder ausländischen Investmentfonds oder ähnlichen Gesellschaften veröffentlicht sind) und Forderungen, Darlehen oder andere Darlehensmöglichkeiten und Verträge im Zusammenhang und (iii) das Eigentum, Verwaltung, Entwicklung, und Kontrolle von einem Kapitalanlagenportfolio (inklusive, aber nicht beschränkt auf die Kapitalanlagen bezeichnet unter (i) und (ii) sowie jede Liegenschaften oder verbundene Anteile oder jede Art von Immobilienprojekt in Luxemburg oder im Ausland).

Die Gesellschaft kann, unmittelbar oder durch andere Gesellschaften, die Risiken betreffend den Erwerb, die Forderungen oder Anlagen jeder Art, beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, übernehmen, und/ oder Risiken die aus Verpflichtungen Dritter stammen, oder Verpflichtungen die aus den Aktivitäten Dritter stammen, durch die Ausgabe von Wertpapieren jeder Art die zu diese Risiken verbunden sind (insbesondere durch den Erwerb von Forderungen, und Anteilen, durch die Gewährleistung von Forderungen Dritter) gewährleisten.

Die Gesellschaft kann Darlehen jedweder Form aufnehmen. Sie kann in Form von Privatanlagen Aktien, Schuldverschreibungen, Kassenanweisungen und alle Schuldpapiere und/oder Wertpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Darlehen gewähren, einschließlich der Erträge von Anleihen und/oder begebenden Schuldverschreibungen durch die Ausgabe

von Wertpapieren an ihre Tochter- und Beteiligungsgesellschaften. Die Gesellschaft kann jedoch keine Aktivität, die unter dem Gesetz von 5. April 1993 geregelt ist, ausführen.

Sie kann auch Garantien zugunsten Dritter erbringen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer angegliederten Unternehmen zu gewährleisten. Das Unternehmen kann außerdem bestimmte Vermögenswerte verpfänden, übertragen oder eine Garantie darauf geben.

Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Techniken und Instrumente für Ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements, einschließlich der Techniken und Instrumente einsetzen, um die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs- umrechnungs-, Zinsrisiken und andere Risiken zu schützen.

Die Gesellschaft kann auch Bankkonten oder Master Bankkonten verwalten, nur insofern diese Verwaltung zugunsten der Gesellschaft und/oder einer oder mehrerer Mutterfirmen und/oder Tochtergesellschaften aus der Gruppe der Gesellschaft gemacht wird. Diese Verwaltung begreift unter anderem auch die Verwaltung und die Entwicklung von cash pools, die Verwaltung von Kontakten zu finanziellen Ansprechpartnern der Muttergesellschaften und Tochtergesellschaften, die Verwaltung von alle Typen von finanziellen Anordnungen zugunsten der Gesellschaft und/oder einer oder mehreren Mutterfirmen und/oder Tochtergesellschaften der Gruppe (insbesondere foreign exchange und deposit related Transaktionen).

Die obige Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und darf nicht als erschöpfend angesehen werden.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer oder finanzieller Natur betreiben, die sich direkt oder indirekt auf die oben beschriebenen Bereiche beziehen und zwar zur Vereinfachung der Erreichung ihres Zweckes.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bertrange im Großherzogtum Luxemburg. Der Geschäftssitz kann durch Beschluss der Geschäftsführung in jede beliebige Ortschaft im Gemeindebereich der Gemeinde Bertrange verlegt werden. Der Geschäftssitz des Unternehmens kann an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss der außerordentlichen Gesellschafterversammlung oder des Alleingeschafters (je nach Fall) verlegt werden. Dieser Beschluss muss nach den für die Änderung der Statuten erforderlichen Voraussetzungen angenommen werden. Das Unternehmen kann Niederlassungen und Büros (dauerhafter oder nicht dauerhafter Art) sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnen.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art einer ordentlichen Geschäftsabwicklung entgegen stehen oder eine normale Verbindung mit dem Gesellschaftssitz oder des Gesellschaftssitzes mit dem Ausland verhindert oder zu verhindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung der ursprünglichen Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden. Trotz dieses vorläufigen Beschlusses bleibt der Gesellschaft dennoch ihre luxemburgische Staatszugehörigkeit erhalten. Die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organe der Gesellschaft können die Verlegung des Gesellschaftssitzes anordnen sowie Dritten zur Kenntnis bringen.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Die Gesellschaft wird durch Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Beteiligungsinhabers nicht aufgelöst.

Art. 6. Die Gläubiger, Vertreter, rechtmäßigen Besitzer oder Erben eines Gesellschafters sind in keinem Fall befugt, weder die Versiegelung der Vermögenswerte und Dokumente der Gesellschaft zu verlangen noch in irgendeiner Weise in die Geschäftsführung der Gesellschaft einzugreifen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bestandsdaten der Gesellschaft sowie auf die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung oder des Alleingeschafters (falls dies der Fall sein sollte) berufen.

Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünf hundert (EUR 12.500) eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500.) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1). Alle Stammanteile wurden in vollem Umfang gezeichnet. Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, in das sämtliche Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil zusätzlich zu seinem Nennwert eingezahlt werden, übertragen werden (einschließlich aller Zahlungen für Optionsscheine in Verbindung mit Gesellschaftsanteilen, Schuldverschreibungen, Kassenanweisungen oder vergleichbaren Instrumente). Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann für die Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an die Gesellschafter oder zwecks Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

Art. 8. Jeder Stammanteil gewährt ein gleiches Stimmrecht und jeder Gesellschafter verfügt über ein Stimmrecht seinem Anteil entsprechend. Stammanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Anteilsübertragungen an Nichtgesellschafter bedürfen der Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Die Artikel 189 und 190 des Gesetzes sind anwendbar. Die Stammanteile sind im Hinblick auf die Gesellschaft unteilbar, die nur einen Eigentümer per Stammanteil erlaubt.

Art. 9. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Über den Rückkauf eigener Anteile wird im Rahmen einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung mit einstimmigem Beschluss entschieden. Sollte der Rücknahmepreis höher sein als der Nennwert der zurückzukaufenden Anteile, ist der Rückkauf lediglich in dem Umfang erlaubt, in welchem der Gesellschaft genügend ausschüttungsfähige Gewinnreserven zur Verfügung stehen. Es versteht sich, dass der Betrag nicht die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinne übersteigt erhöht um die übertragenen Gewinne und

die zur Verfügung stehenden Reserven abzüglich der Verluste und Summen, die gemäß Gesetz oder Statuten einer Rücklage zugeführt werden müssen. Die zurückgekauften Anteile werden annulliert durch Herabsetzung des Gesellschaftskapitals.

Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geführt. Im Fall von mehreren Geschäftsführern bilden diese das Gremium der Geschäftsführung und sind in Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B eingeteilt. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden durch den Gesellschafterbeschluss bei einfacher Stimmenmehrheit oder Beschluss des Alleingeschafters bestellt. Die Höhe der Vergütung, die sie für ihre Aktivität erhalten, wird ebenfalls durch den Gesellschafterbeschluss entschieden. Dieser Beschluss kann jeder Zeit mit einem Mehrheitsbeschluss abgeändert werden. Die Gesellschafterversammlung oder der Alleingeschafter kann jederzeit und ohne Begründung jeden Geschäftsführer absetzen und ersetzen.

Die Geschäftsführer haben gegenüber Dritten die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaft bei allen Rechtsgeschäften zu vertreten, die im Rahmen des Gesellschaftszwecks liegen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder durch die vorliegenden Statuten ausdrücklich dem Alleingeschafter oder der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, liegen in der Zuständigkeit der Geschäftsführer.

Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift des Alleingeschaftsführers rechtsverbindlich verpflichtet. Im Fall von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die Kollektivunterschrift von mindestens zwei Geschäftsführern, einer der Klasse A und einer der Klasse B, rechtsverbindlich verpflichtet.

Das Geschäftsführergremium oder der Alleingeschaftsführer können eine oder mehrere Personen, die nicht Gesellschafter sein müssen, zu Prokuristen bestellen und deren Befugnisse, Pflichten und Entschädigung sowie die Dauer ihrer Vertretung und alle anderen Bedingungen ihres Mandats festlegen. Die Befugnisse und die Entschädigung derjenigen Geschäftsführer, die möglicherweise zu einem späteren Zeitpunkt zusätzlich oder an Stelle der erstbestellten Geschäftsführer bestellt werden, werden im Rahmen des Nominierungsaktes bestimmt.

Art. 11. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 12. Die Beschlüsse des Geschäftsführergremiums werden im Rahmen der Geschäftsführungssitzungen gefasst. Die Geschäftsführung bestimmt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden. Sie kann auch einen Sekretär bezeichnen, der nicht zwingend Geschäftsführer ist und der für das Protokoll oder für andere durch die Geschäftsführung bestimmte Aufgaben zuständig ist. Die Geschäftsführung wird durch ein Mitglied einberufen. Für jede Geschäftsführungssitzung müssen an jeden Geschäftsführer spätestens 2 (zwei) Tage vor der Sitzung eine Einberufung erstellt und versendet werden mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen. Die Art dieses Dringlichkeitsfalls muss im Sitzungsprotokoll der Geschäftsführungssitzung festgelegt werden. Alle Einberufungen müssen die Uhrzeit und den Ort der Sitzung angeben und die Art der Aktivitäten. Die Einberufungen müssen an die Geschäftsführer per Briefpost oder per Fax, Kabel, auf elektronischem Wege oder mittels anderen geeigneten Kommunikationsmitteln ergehen. Die Geschäftsführungssitzungen werden rechtsgültig ohne Einberufung abgehalten, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Eine gesonderte Einberufung ist für Geschäftsführungssitzungen nicht notwendig, die zur Uhrzeit und am Ort abgehalten werden, die zuvor durch einen Beschluss der Geschäftsführer festgelegt wurden.

Die Geschäftsführungssitzungen gelten als rechtmäßig abgehalten, wenn ein Geschäftsführer der Klasse A und ein Geschäftsführer der Klasse B anwesend oder vertreten sind und beschlussfähig sind. Jeder andere Geschäftsführer kann an den Geschäftsführungssitzungen teilnehmen, indem er per Briefpost oder per Fax, Kabel, oder jedes andere geeignete Kommunikationsmittel einen anderen Geschäftsführer bezeichnet, der ihn vertritt. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten. Ist die Beschlussfähigkeit erreicht, wird jeder andere Geschäftsführer als Sitzungsmitglied erachtet, wenn er per Telefon, Videokonferenz oder jedes als geeignet erachtete Kommunikationsmittel teilnimmt, das es allen anwesenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme an einer Geschäftsführungssitzung wird einer körperlichen Teilnahme an der Sitzung gleichgestellt.

Vorbehaltlich dessen, was in den Statuten vorgesehen ist, werden die Beschlüsse der Geschäftsführer bei Stimmenmehrheit der anwesenden oder rechtsgültig vertretenen Geschäftsführer angenommen mit Befürwortung des Beschlusses durch mindestens einen Geschäftsführer der Klasse A und einen der Klasse B. Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen vorbehaltlich einer einstimmigen Entscheidung aller Geschäftsführer errichten.

Die Beratungen der Geschäftsführer werden in einem Protokoll festgehalten, das vom Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführern unterzeichnet wird. Jeder Auszug oder jede Kopie dieses Protokolls müssen vom Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführern unterzeichnet werden.

Die von allen Geschäftsführern angenommenen und unterzeichneten Beschlüsse haben die gleiche Wirkung wie Beschlüsse, die bei einer Geschäftsführungssitzung angenommen wurden. In einem solchen Fall können die Beschlüsse durch ein oder mehrere getrennte Schriftstücke gleichen Inhalts dokumentiert werden. Die schriftlichen Beschlüsse können per einfachem Schreiben, Fax, Kabel, Telegramm, Telex, auf elektronischem Wege oder mittels jedem anderen geeigneten Mittel der Telekommunikation übermittelt werden.

Gesellschafterversammlung

Art. 13. Bei mehreren Gesellschaftern werden die Entscheidungen der Gesellschafter wie folgt getroffen:

Hauptversammlungen sind nicht verpflichtend, wenn die Zahl an Gesellschaftern fünfundzwanzig nicht übersteigt. In diesem Fall erhält jeder der Gesellschaft den Gesamttext jedes Beschlusses oder jeder zu treffenden Entscheidung per Briefpost oder per Telefax, Kabel, auf elektronischem Wege oder mittels jedes anderen geeigneten Mittels der Kommunikation. Jeder Gesellschafter stimmt schriftlich ab. Wenn die Zahl an Gesellschaftern fünfundzwanzig übersteigt, werden die Entscheidungen der Gesellschafter anlässlich der Gesellschafterversammlung getroffen. In diesem Fall wird eine Hauptjahresversammlung in Bertrange innerhalb der sechs Monate nach Abschluss des letzten Geschäftsjahres durchgeführt. Jede andere Gesellschafterversammlung wird im Großherzogtum Luxemburg zur Uhrzeit und am Tag durchgeführt, die in der Einberufung zur Versammlung festgeschrieben sind.

Art. 14. Die Hauptversammlungen werden von dem Gremium der Geschäftsführer einberufen oder ansonsten durch die Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals auf sich vereinen. Eine schriftliche Einberufung zu einer Hauptversammlung unter Angabe der Tagesordnung erfolgt nach dem Gesetz und wird jedem Gesellschafter spätestens 8 (acht) Tage vor der Hauptversammlung zugestellt, mit Ausnahme der Jahreshauptversammlung, für die die Einberufung spätestens 15 (fünfzehn) Tage vor dem Datum der Versammlung zugestellt wird. Alle Einberufungen müssen Datum und Ort der Hauptversammlung angeben.

Wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden. Jeder Gesellschafter kann sich für jede Hauptversammlung vertreten lassen, indem er per Briefpost oder per Fax, Kabel, Telegramm, Telex, auf elektronischem Wege oder mittels eines anderen geeigneten Mittels der Kommunikation einen Dritten bestimmt, der nicht zwingend Gesellschafter sein muss. Jeder Gesellschafter hat das Recht, an den Gesellschafterversammlungen teilzunehmen.

Die Beschlüsse gelten erst dann als rechtskräftig angenommen, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals darstellen. Wenn dieses Quorum nicht bei der ersten Hauptversammlung erreicht wird, wird unverzüglich per Einschreiben eine zweite Hauptversammlung einberufen. Bei dieser zweiten Hauptversammlung werden die Beschlüsse mit Stimmenmehrheit angenommen ungeachtet des von den Gesellschaftern dargestellten Kapitalanteils.

Allerdings dürfen Entscheidungen, die eine Änderung der Statuten betreffen, nur anlässlich einer außerordentlichen Hauptversammlung getroffen werden und zwar mit Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft darstellen.

Ein Alleingesellschafter übt allein die Befugnisse aus, die per Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen werden.

Mit Ausnahme von laufenden Geschäftstätigkeiten unter normalen Umständen müssen die Verträge, die zwischen dem Alleingesellschafter und der Gesellschaft geschlossen wurden, in einem Protokoll festgehalten oder schriftlich aufgesetzt werden.

Geschäftsjahr - Jahresrechnung

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am 1. Januar und endet am 31. Dezember des selben Jahres.

Art. 16. Jedes Jahr ab dem 1. Januar stellt das Gremium der Geschäftsführer die Bilanz auf, die die Aufstellung der Vermögen der Gesellschaft und alle ihre Schulden enthält und im Anhang die Zusammenfassung aller ihrer Verpflichtungen sowie die Schulden des/der Geschäftsführer, des/der Kommissare (falls vorhanden) und des/der Gesellschafter bei der Gesellschaft. Gleichzeitig bereitet das Gremium der Geschäftsführer eine Erfolgsrechnung vor, die der Gesellschafterversammlung zusammen mit der Bilanz vorgelegt wird.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Geschäftssitz der Gesellschaft Auskünfte über die Vermögensaufstellung, die Bilanz und die Erfolgsrechnung anfordern. Wenn die Zahl an Gesellschaftern fünfundzwanzig übersteigt, wird eine solche Auskunft nur innerhalb von vierzehn Tagen vor der Jahresgesellschafterversammlung zugelassen.

Überwachung der Gesellschaft

Art. 18. Wenn die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig übersteigt, wird die Überwachung der Gesellschaft einem oder mehreren Rechnungsprüfern anvertraut, die auch Gesellschafter sein können. Jeder Rechnungsprüfer wird für einen Zeitraum ernannt, der am Datum der Gesellschafterversammlung nach seiner Ernennung endet. Nach Ablauf dieses Zeitraums können die Rechnungsprüfer in ihren Funktionen verlängert werden und zwar durch eine neue Entscheidung der Gesellschafterversammlung oder des Alleingesellschafters (je nach Fall).

Wenn die von den Luxemburger Gesetzen festgelegten Grenzwerte erreicht wurden, betraut die Gesellschaft einen oder mehrere Unternehmensprüfer mit der Prüfung ihrer Konten. Dieser Prüfer wird per Beschluss der Gesellschafterversammlung oder des Alleingesellschafters (je nach Fall) aus den Mitgliedern des Instituts für Wirtschaftsprüfer (Institut des réviseurs d'entreprises) ausgewählt.

Ungeachtet der oben genannten Grenzwerte können jederzeit ein oder mehrere zugelassene Wirtschaftsprüfer durch Beschluss der Gesellschafterversammlung oder des Alleingesellschafters (je nach Fall) bestimmt werden. Dieser Beschluss legt die Bedingungen ihres Auftrags fest.

Dividenden - Rücklage

Art. 19. Der Überschuss der Erfolgsrechnung stellt nach Abzug der Kosten, Honorare, Abschreibungen und Rückstellungen das Nettoergebnis der Gesellschaft dar. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Nettoergebnisses der gesetzlichen Rücklage zugewiesen.

Diese Zuweisung ist dann nicht mehr verpflichtend, wenn die gesetzliche Rücklage ein Zehntel des Stammkapitals erreicht hat. Sie muss aber wieder eingezahlt werden bis zur völligen Wiederherstellung, wenn zu einem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer die Rücklagen angegriffen wurden. Die Gesellschafter mit der gesetzlich vorgeschriebenen Stimmenmehrheit oder der Alleingesellschafter (je nach Fall) können nach Abzug der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage entscheiden, den Ertrag an die Gesellschafter im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am Stammkapital der Gesellschaft zu verteilen oder den Gewinn erneut vorzutragen oder einer Sonderrücklage zuzuweisen.

Art. 20. Ungeachtet der Bestimmungen in Artikel 19 kann die Gesellschafterversammlung oder der Alleingesellschafter (je nach Fall) auf Vorschlag des Gremiums der Geschäftsführer oder des Alleingeschäftsführers (je nach Fall) beschließen, Vorschussdividenden während des Geschäftsjahres auf Grundlage einer vom Gremium der Geschäftsführer oder des alleinigen Geschäftsführers aufgestellten Zwischenbilanz zu gewähren. Aus dieser Zwischenbilanz muss hervorgehen, dass ausreichend Gelder für die Ausschüttung zur Verfügung stehen. Die auszuschüttenden Gelder dürfen nicht den Betrag der seit dem letzten Geschäftsjahr erzielten Gewinne überschreiten erhöht um die vorgetragenen Gewinne und die ausschüttungsfähigen Rücklagen, aber verringert um die vorgetragenen Verluste und Gelder, die laut Gesetz oder Statuten der Rücklage zugeführt werden müssen.

Auflösung - Liquidation

Art. 21. Die Gesellschafterversammlung mit Stimmenmehrheit, wie vom Gesetz vorgeschrieben, oder gegebenenfalls der Alleingesellschafter müssen der Auflösung oder Liquidation der Gesellschaft sowie der zugrundeliegenden Bedingungen und Modalitäten zustimmen.

Art. 22. Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die eine natürliche oder juristische Person sein können und die von der Gesellschafterversammlung oder dem Alleingesellschafter (je nach Fall) ernannt werden, die ihre Befugnisse und ihre Bezüge festlegen. Nach erfolgter Liquidation werden die Guthaben der Gesellschaft im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am Stammkapital den Gesellschaftern zugewiesen.

Geltendes Recht

Art. 23. Die Gesellschaft unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen Luxemburgs.

Übergangsregelungen

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2015.

Einzahlung des Nennbetrags

Alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile wurden vom oben genannten Gesellschafter gezeichnet und in vollem Umfang durch eine Bareinlage im Umfang von zwölftausendfünfhundert Euros eingezahlt. Die entsprechende Bankbescheinigung liegt vor.

Kostenabschätzung

Der Gesellschaft obliegende Gründungskosten, Auslagen und Lasten irgendwelcher Art, welche ihr wegen ihrer Gründung anfallen, werden auf rund eintausendfünfhundert Euro (1.500.- EUR) geschätzt.

Beschluss des Alleingesellschafters

Unverzüglich nach Gründung der Gesellschaft hat der Gesellschafter der den gesamten Anteil am Stammkapital hält und seine rechtmäßigen Befugnisse ausübt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die Gesellschaft wird von folgenden Geschäftsführern verwaltet:

i) Als Geschäftsführer der Klasse A wird ernannt:

- Herr Stéphane Weyders, Geschäftsführer, geboren am 2. Januar, 1972, in Arlon, Belgien, mit Berufsadresse in 151, rue de la Faiencerie, L-1511, Luxembourg, Großherzogtum von Luxemburg;

ii) Als Geschäftsführer der Klasse B werden ernannt:

- Herr Fabien Rossignol-Burgos Leon, Geschäftsführer, geboren am 4. Februar 1969 in Nancy, Frankreich, mit Berufsadresse in 151, rue de la Faiencerie, L-1511, Luxembourg, Großherzogtum von Luxemburg;

- Mr. Christophe Laguerre, Director, geboren am 26. Mai, 1964, in Saint-Mard, Belgien, mit Berufsadresse in 151, rue de la Faiencerie, L-1511, Luxembourg, Großherzogtum von Luxemburg.

Die Geschäftsführer werden auf unbestimmte Dauer ernannt.

2) Der Geschäftssitz der Gesellschaft wird in der Atrium Business Park, 33, rue du Puits Roman, L-8070 Bertrange, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache kennt, stellt durch die vorliegende Urkunde fest, dass auf Antrag der Kompargenten die vorliegenden Statuten in englischer Sprache verfasst wurden gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Verlangen der Kompargenten und im Falle einer Abweichung der beiden Fassungen, ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Geschehen und aufgenommen in Bertrange, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Beauftragten, dem Notar nach Name, Adresse und Zivilsstand bekannt, hat derselbe mit uns Notar vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: M. BERNHARD, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 06 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/9914. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Beringen, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015073931/539.

(150084047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Beliso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 196.861.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre avril.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

- Monsieur Manuel DOS SANTOS NEVES, entrepreneur, demeurant à L-8521 Beckerich, 25, Huewelerstrooss,

Lequel comparant a sollicité le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer comme suit:

Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe entre les actionnaires qui deviendront propriétaires des actions de la société anonyme sous la dénomination de "BELISO S.A." qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Toute référence aux actionnaires dans les Statuts doit être entendue d'une référence à l'associé unique de la société aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Beckerich.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la société (l'Assemblée Générale) statuant-comme en matière de changement des statuts. Il peut être déplacé dans les limites de la commune du siège social de la société par simple décision du conseil d'administration de la société.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise générale de construction notamment de travaux de construction et de rénovation d'immeubles, de plafonnage et façades, de peinture ainsi que la vente d'articles de la branche.

La société a encore pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoise ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de tout autre manière et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

Capital social - Actions

Art. 5. Capital social. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Lorsque les actions de la société sont au porteur, celles-ci sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration parmi les professionnels habilités conformément à l'article 42 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi. Tout actionnaire a le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Les actions ne peuvent être cédées entre vifs à des personnes qui ne sont pas actionnaires qu'avec l'agrément de l'intégralité des actionnaires. Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption sur lesdites actions.

En cas d'exercice de ce droit, et faute d'accord sur le prix des actions, le rachat se fera au prix indiqué par un auditeur externe qui sera nommé à l'unanimité des actionnaires.

L'actionnaire désirant céder ses actions à un non-actionnaire doit en informer les actionnaires et le conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception. Les actionnaires disposent alors d'un délai de six mois pour agréer ou non le nouvel actionnaire et exercer leur droit de préemption. Si tel n'était pas le cas à l'expiration de ce délai, les actionnaires seront alors tenus d'acheter à parts égales les actions offertes à la vente au prix indiqué par l'auditeur externe, dans les six mois de cette indication au plus tard. Toute cession faite en violation de ce qui précède est inopposable à la société et aux actionnaires. Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de décès d'un actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Un registre des actions sera tenu au siège de la société, où il pourra être consulté par chaque actionnaire. La propriété des actions sera établie par inscription dans le registre.

Des certificats constatant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux autres membres du Conseil d'Administration.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

es sommes non libérées, le cas échéant, des actions souscrites peuvent être appelées à tout moment et à la discrétion du conseil d'administration, à condition toutefois que les appels de fonds seront faits sur toutes les actions dans la même proportion et au même moment.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul actionnaire, celui-ci est dénommé «associé unique».

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Cependant, si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, appelé administrateur unique et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il le décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration.

Le premier président pourra être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation faite à la demande d'un administrateur au siège social sauf indication contraire dans les convocations.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis, étant entendu qu'un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues.

Pareil mandat doit reproduire l'ordre du jour et peut être donné par lettre, télégramme ou télex, ces deux derniers étant à confirmer par écrit.

Art. 9. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants.

Art. 10. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par un ou plusieurs mandataires désignés à ces fins.

Lorsque la société comprend un actionnaire unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, comprenant notamment et sans restriction toutes transactions immobilières et tous pouvoirs de constituer hypothèque et de donner mainlevée, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 13. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature conjointe de deux administrateurs soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 14. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 15. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 12 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations, le quinzième jour du mois de juin de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s).

Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Art. 18. Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix. L'assemblée des actionnaires délibérera et prendra ses décisions conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de la tenue de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Année sociale - Bilan

Art. 19. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 20. Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesures transitoires

La première année sociale de la société commence à la date de constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2015.

Souscription et libération

Les actions ont été intégralement souscrites par l'actionnaire unique Manuel DOS SANTOS NEVES, pré-qualifié.

Ces actions ont été PARTIELLEMENT libérées à concurrence de HUIT MILLE EUROS (EUR 8.000,-) de sorte que le capital au montant de HUIT MILLE EUROS (EUR 8.000,-) est désormais à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ neuf cent vingt euros (EUR 920,-).

Décision de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

La personne suivante est nommée administrateur de la société:

- Monsieur Manuel DOS SANTOS NEVES, entrepreneur, demeurant à L-8521 Beckerich, 25, Huewelerstrooss,

2) Est nommée commissaire aux comptes, à savoir:

la société à responsabilité limitée EXCELIA Management Services, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous la section B numéro 105.273, établie et ayant son siège social à L-4011 Esch-sur-Alzette, 57, rue de l'Alzette.

3) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.

4) Le siège social de la société est fixé à L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

5) Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 12 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: DOS SANTOS NEVES, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/13907. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074378/194.

(150084809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.541.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of April.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the “Meeting”) of the members (the “Members”) of the company “Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.”, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office (siège social) at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary on June 9th, 2011, published at the Memorial C n° 2050 on September 3rd, 2011, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 161.541 (the “Company”).

The Meeting was presided by Ms. Delia NITESCU, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the “Chairman”). The Chairman appointed as secretary Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster (the “Secretary”). The Meeting elected as scrutineer Mr. Davide GIACOMONI, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the “Scrutineer”).

The bureau of the Meeting then drew up the attendance list, which, after having been signed ne varietur by the holder of the powers of attorney representing the Members will remain attached to the present minutes together with said powers of attorney to be submitted together to the registration authorities.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The agenda of the Meeting is the following:

1. Change of the nominal value of the existing alphabetic corporate units from EUR One (1 EUR) to One Cent euro (0.01 EUR);

2. Increase of the corporate capital of the Company by contribution in cash so as to bring it from its present amount of Nine Million and One Hundred Fifty One Thousand Four Hundred and Sixty Eight Euros (EUR 9,151,468), represented by 10,587,400 classes A1 to G1 alphabetic corporate units, 103,805,600 classes A2 to G2 alphabetic corporate units, 10,588,300 class H1 alphabetic corporate units and 103,807,500 class H2 alphabetic corporate units, to an amount of Nine Million and One Hundred Fifty Seven Thousand, Five Hundred and Forty Six Euros and Twenty Seven Cents (EUR 9,157,546.27), represented by 10,587,400 classes A1 to G1 alphabetic corporate units, 103,805,600 classes A2 to G2 alphabetic corporate units, 10,588,300 class H1 alphabetic corporate units, 103,807,500 class H2 alphabetic corporate units, 303,912 class J1 alphabetic corporate units and 303,915 class J2 alphabetic corporate units, each corporate unit having a nominal value of One Cent euro (EUR 0.01) for a consideration in cash amounting to Eighty Two Thousand and Five Hundred Euros (EUR 82,500) together with an aggregate share premium amounting to Seventy Six Thousand, Four Hundred and Twenty One Euros and Seventy Three Cents (EUR 76,421.73) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company;

3. Waiver by the existing Members of the Company of their pre-emptive rights in relation to the new alphabetic corporate units to be issued according to ITEM 2) above;

4. Subscription and payment by Mr. Arto Lahtela of 110,514 class J1 and 110,514 class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Twenty Seven Thousand, Seven Hundred and Eighty Nine Euros and Seventy Two Cents (EUR 27,789.72) in consideration for a total contribution in cash amounting to Thirty Thousand Euros (EUR 30,000);

5. Subscription and payment by Mr. Mika Nieminen of 64,465 class J1 and 64,468 class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Sixteen Thousand, Two Hundred and Ten Euros and Sixty Seven Cents (EUR 16,210.67) in consideration for a total contribution in cash amounting to Seventeen Thousand and Five Hundred Euros (EUR 17,500);

6. Subscription and payment by Mr. Antti Turunen of 55,257 class J1 and 55,257 class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Thirteen Thousand Eight Hundred and Ninety Four Euros and Eighty Six Cents (EUR 13,894.86) in consideration for a total contribution in cash amounting to Fifteen Thousand Euros (EUR 15,000);

7. Subscription and payment by Mr. Jyrki Virtanen of 36,838 class J1 and 36,838 class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Nine Thousand Two Hundred and Sixty Three Euros and Twenty Four Cents (EUR 9,263.24) in consideration for a total contribution in cash amounting to Ten Thousand Euros (EUR 10,000);

8. Subscription and payment by Mr. Simon Schmidt of 36,838 class J1 and 36,838 class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Nine Thousand Two Hundred and Sixty Three Euros and Twenty Four Cents (EUR 9,263.24) in consideration for a total contribution in cash amounting to Ten Thousand Euros (EUR 10,000);

9. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company;

10. Granting of authorization to any one manager of the Company to carry out any necessary action in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda including but not limited to the amendment of the unitholders' register of the Company; and

11. Any other business.

II.- It appears from the attendance list that the entire corporate capital of the Company is presented or represented at the present Meeting and the Members themselves waive the right for the Meeting to be duly convened and declare themselves to have perfect knowledge of the agenda which has been made available before the Meeting. Subsequently, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

The Members moved to the following resolutions unanimously:

First resolution

The Members resolved to change the nominal value of the existing alphabetic corporate units from EUR One (1 EUR) to One Cent euro (0.01 EUR).

Second resolution

The Members resolved to increase the corporate capital of the Company by contribution in cash so as to bring it from its present amount of Nine Million and One Hundred Fifty One Thousand Four Hundred and Sixty Eight Euros (EUR 9,151,468), represented by 10,587,400 classes A1 to G1 alphabetic corporate units, 103,805,600 classes A2 to G2 alphabetic corporate units, 10,588,300 class H1 alphabetic corporate units and 103,807,500 class H2 alphabetic corporate units, to an amount of Nine Million and One Hundred Fifty Seven Thousand, Five Hundred and Forty Six Euros and Twenty Seven Cents (EUR 9,157,546.27), represented by 10,587,400 classes A1 to G1 alphabetic corporate units, 103,805,600 classes A2 to G2 alphabetic corporate units, 10,588,300 class H1 alphabetic corporate units, 103,807,500 class H2 alphabetic corporate units, 303,912 class J1 alphabetic corporate units and 303,915 class J2 alphabetic corporate units, each corporate unit having a nominal value of One Cent euro (EUR 0.01) for a consideration in cash amounting to Eighty Two Thousand and Five Hundred Euros (EUR 82,500) together with an aggregate share premium amounting to Seventy Six Thousand, Four Hundred and Twenty One Euros and Seventy Three Cents (EUR 76,421.73) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company.

Third resolution

The existing Members resolved to acknowledge the waiver of their preemptive rights as stated in article 5 of the articles of association of the Company in relation to the new corporate alphabetic units to be issued according to RESOLUTION 2) above.

Subscription and payment

All the new corporate alphabetic units have been subscribed as follows:

1. Subscription by Mr. Arto Lahtela

Then intervenes Maître Delia NITESCU, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of Mr. Arto Lahtela, business manager, residing professionally in Eteläportintie 91, FI-40530 Jyväskylä (Finland), by virtue of a power of attorney granted under private seal, who declared to subscribe in the name and on behalf of Mr. Arto Lahtela:

- 110,514 (one hundred ten thousand, five hundred and fourteen) class J1 and 110,514 (one hundred ten thousand, five hundred and fourteen) class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Twenty Seven Thousand, Seven Hundred and Eighty Nine Euros and Seventy Two Cents (EUR 27,789.72) in consideration for a total contribution in cash amounting to Thirty Thousand Euros (EUR 30,000);

2. Subscription by Mr. Mika Nieminen

Then intervenes Maître Delia NITESCU, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of Mr. Mika Nieminen, business manager, residing professionally in Eteläportintie 91, FI-40530 Jyväskylä (Finland), by virtue of a power of attorney granted under private seal, who declared to subscribe in the name and on behalf of Mr. Mika Nieminen:

- 64,465 (sixty four thousand four hundred and sixty five) class J1 and 64,468 sixty four thousand four hundred and sixty eight) class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Sixteen Thousand, Two Hundred and Ten Euros and Sixty Seven Cents (EUR 16,210.67) in consideration for a total contribution in cash amounting to Seventeen Thousand and Five Hundred Euros (EUR 17,500);

3. Subscription by Mr. Antti Turunen

Then intervenes Maître Delia NITESCU, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of Mr. Antti Turunen, business manager, residing professionally in Teljintie 36, FI-40530 Jyväskylä (Finland), by virtue of a power of attorney granted under private seal, who declared to subscribe in the name and on behalf of Mr. Antti Turunen:

- 55,257 (fifty five thousand, two hundred and fifty seven) class J1 and 55,257 (fifty five thousand, two hundred and fifty seven) class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Thirteen Thousand Eight Hundred and Ninety Four Euros and Eighty Six Cents (EUR 13,894.86) in consideration for a total contribution in cash amounting to Fifteen Thousand Euros (EUR 15,000);

4. Subscription by Mr. Jyrki Virtanen

Then intervenes Maître Delia NITESCU, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of Mr. Jyrki Virtanen, business manager, residing professionally in Eteläportintie 91, FI-40530 Jyväskylä (Finland), by virtue of a power of attorney granted under private seal, who declared to subscribe in the name and on behalf of Mr. Jyrki Virtanen:

- 36,838 (thirty six thousand, eight hundred and thirty eight) class J1 and 36,838 (thirty six thousand, eight hundred and thirty eight) class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Nine Thousand Two Hundred and Sixty Three Euros and Twenty Four Cents (EUR 9,263.24) in consideration for a total contribution in cash amounting to Ten Thousand Euros (EUR 10,000);

5. Subscription by Mr. Simon Schmidt

Then intervenes Maître Delia NITESCU, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of Mr. Simon Schmidt, business manager, residing professionally in 'Beim Strohhaus 31, D-20097 Hamburg (Germany), by virtue of a power of attorney granted under private seal, who declared to subscribe in the name and on behalf of Mr. Simon Schmidt:

- 36,838 (thirty six thousand, eight hundred and thirty eight) class J1 and 36,838 (thirty six thousand, eight hundred and thirty eight) class J2 new alphabetic corporate units each having a One Cent euro (0.01 EUR) nominal value and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company, together with a share premium amounting to Nine Thousand Two Hundred and Sixty Three Euros and Twenty Four Cents (EUR 9,263.24) in consideration for a total contribution in cash amounting to Ten Thousand Euros (EUR 10,000);

Fourth resolution

The Members resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

« **Art. 5. Corporate Capital.** The subscribed corporate capital of the Company is set at Nine Million and One Hundred Fifty Seven Thousand, Five Hundred and Forty Six Euros and Twenty Seven Cents (EUR 9,157,546.27) represented by:

10,587,400 class A1 Corporate Units,
 103,805,600 class A2 Corporate Units,
 10,587,400 class B1 Corporate Units,
 103,805,600 class B2 Corporate Units,
 10,587,400 class C1 Corporate Units,
 103,805,600 class C2 Corporate Units,
 10,587,400 class D1 Corporate Units,
 103,805,600 class D2 Corporate Units,
 10,587,400 class E1 Corporate Units,
 103,805,600 class E2 Corporate Units,
 10,587,400 class F1 Corporate Units,
 103,805,600 class F2 Corporate Units,
 10,587,400 class G1 Corporate Units,
 103,805,600 class G2 Corporate Units,
 10,588,300 class H1 Corporate Units,
 103,807,500 class H2 Corporate Units,
 nil class I1 Corporate Units
 nil class I2 Corporate Units
 303,912 class J1 Corporate Units; and
 303,915 class J2 Corporate Units;

each Corporate Unit having a nominal value of One Cent Euro (EUR 0.01) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Unitholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association. In the case of a capital increase or reduction, the Corporate Units

shall be issued to each holder of Corporate Units or otherwise reduce the holdings of each holder of Corporate Units only on a proportionate basis.

The authorized capital is fixed at ten million Euros (EUR 10,000,000) to be divided into corporate units with a par value One Cent Euro (EUR 0.01) each.

The board of managers is authorized and empowered during a period ending 5 years after the publication date of the amended and restated articles of association in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, to realize any increase of the capital within the limits of the authorized capital in one or several times. In such case the Corporate Units shall be issued to each holder of Corporate Units only on a proportionate basis.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the manager(s) may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the Corporate Units to be subscribed and issued, such as to determine the time and the number of the Corporate Units to be subscribed and issued, to determine if the Corporate Units are to be subscribed with or without an issue premium (which for avoidance of doubt has to be allocated on a pro-rata basis to each alphabetical class of Corporate Units), to determine to what an extent the payment of the newly subscribed Corporate Units is acceptable either on cash or assets other than cash.

The board of managers may delegate to any duly authorized manager or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Corporate Units representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided for by law, the first paragraph of this article will be modified so as to reflect the actual increase; such amendment will be recorded in authentic form by the manager(s) or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

In case the Company proposes to increase its capital by issuing new Corporate Units (the “Pre-emptive Units”), each Unitholder (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice, as defined below) shall have the right (the “Pre-emptive Right”) to subscribe for an amount of each class of such new Corporate Units equal to such Unitholder’s pro rata percentage (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice) of Corporate Units (as if the Corporate Units constituted one and the same class). The Pre-emptive Right shall be exercisable by each such Unitholder for the same price per new Corporate Unit and upon the same terms and conditions as per the Pre-emptive Units to be issued.

In connection with each issuance giving rise to the Pre-emptive Right, the Company shall deliver a written notice by registered mail to each Unitholder of the Company (a “Pre-emptive Notice”), specifying the price to be paid for the new units being issued, the number and class of new units for which the applicable Unitholder is entitled to subscribe pursuant to the previous article above and the manner of payment for such new units. The Preemptive Notice shall be open for acceptance for no fewer than ten (10) business days (the “Exercise Notice”) following the date of dispatch thereof. Any acceptance of the offer set forth in the Pre-emptive Notice must be made by the applicable Unitholder in writing by indicating the maximum number of new units such Unitholder is willing to subscribe for, including in the case where other Unitholder (s) waive(s) his/their preferential subscription right (the “Offer Acceptance”).

In the event that one or more Unitholders decline to accept the offer set forth in the Pre-emptive Notice, any residual new units which would have been allocated to such declining Unitholders had they elected to participate shall instead be offered to each accepting Unitholder on the basis of his respective pro rata participation in the pre-emptive issuance subject in each case to such accepting Unitholder’s written consent to such reallocation of residual new units in the Offer Acceptance until all such residual new units have been so reallocated or such accepting Unitholders have declined further reallocations. At the expiration of the exercise period set forth under the Exercise Notice, the Company shall send a notice to each Unitholder having sent an Offer Acceptance to the Company indicating the exact number of new units to be subscribed by such Unitholder, the date of issuance of such new units and the amount, date of payment and other necessary details for the payment of the subscription price of such new units by such Unitholder.

For the avoidance of doubt, the Unitholders of class J1 and J2 shall only have rights of pre-emption in respect of class J1 and J2 and the holders of class A1, A2, B1, B2, C1, C2, D1, D2, E1, E2, F1, F2, G1, G2, H1, H2, I1 and I2 shall have no rights of pre-emption on class J1 and J2.

The subscribed corporate capital may be changed at any time by decision of the single member or, as the case may be, by decision of the meeting of the members deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

The corporate capital of the Company may be reduced through a pro rata cancellation of Corporate Units of each holder including by the cancellation of one or more entire class of Corporate Units through the repurchase and cancellation of all the Corporate Units in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of any class of Corporate Units such cancellations and repurchases of Corporate Units shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class I1 and I2 together).

In the event of a reduction of corporate capital through the repurchase and the cancellation of a class of Corporate Units (in the order provided in the above paragraph), such class of Corporate Units gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of unitholders) and the holders of Corporate Units of the repurchased and cancelled class of Corporate Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Corporate Unit for each Corporate Unit of the relevant class held by them and cancelled.

The Cancellation Value Per Corporate Unit shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Corporate Units in issue in the class of Corporate Units to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the class J2, J1, I2, I1, H2, H1, G2, G1, F2, F1, E2, E1, D2, D1, C2, C1, B2, B1, A2 and A1 shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of unitholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Corporate Units of the relevant class, the Cancellation Value Corporate Unit will become due and payable by the Company.

For the purpose of this clause:

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) minus any allocation made under article 16 of the articles of association to a particular class of Corporate Units, increased by (i) any freely distributable reserves and increased by (ii) as the case may be the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Corporate Units to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP+P+CR)-(L+LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Corporate Units to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles:

- Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date; and
- Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Corporate Units.

Where the Company makes an allocation of Available Amount, the Unitholders shall receive this allocation, in the following priority order:

- (i) first, each class of Corporate Units shall receive a percentage of the nominal value of the respective class of Corporate Units in decreasing order, namely 0.60 % for class A1 and A2; 0.55% for class B1 and B2; 0.50% for class C1 and C2; 0.45% for class D1 and D2; 0.40% for class E1 and E2; 0.35% for class F1 and F2; 0.30% for class G1 and G2; 0.25% for class H1 and H2; 0,20% for class I1 and I2 and 0.15% for class J1 and J2, respectively;

- (ii) second, in respect of the class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2:

(A) an annual amount equal to 10% of their subscription price including any related premium if any is allocated to such corporate units (the "Return"); the Return is to be compounded from the subscription date, shall accrue daily and shall be calculated assuming a 365 day year; where the Available Amount is not sufficient to enable the allocation of the Return, such shortfall in the allocation of the Return shall continue to accrue interest at 10% in respect of the period from the issue date up to (and including) the date of actual payment which interest shall be compounded annually for each subsequent calendar year (the "Shortfall Return") and such Shortfall Return shall be allocated equally across each class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 and shall become part of the Return until the repurchase and/or cancellation of these class of Corporate Units; where the repurchase and cancellation of a class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 is sufficient to enable the payment of the Return then no further Return shall be paid under this item (ii) in relation to any further distribution of the Available Amount; and

(B) an amount equal to their subscription price for such corporate units (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions) including any related premium, if any for such corporate units (the "Subscription Price")

until the aggregate amount of €37,700,000 (the "First Threshold") has been allocated to them;

- (iii) third, an amount equal to €1,000,000 shall be allocated to class J1 and J2;

(iv) fourth, there shall be allocated to A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2, an amount equal to the aggregate of the Return and the Subscription Price less the First Threshold; and

- (v) fifth, the remaining amount shall be allocated to the Unitholders pro rata to their participation (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions) irrespective of the classes of Corporate Units they hold at the date of distribution and it should include any amounts that have been subject to cancellation in relation to any aforementioned distribution.

For the avoidance of doubt:

Where any dividend, bonus or other distribution of capital, income or profit is declared, paid or made or any repurchase, redemption, repayment or return of share or loan capital (or any other relevant securities) is made (whether or not pursuant to the sale of all or substantially all of the business or assets of the Company), or where there is a sale of some or all of the Corporate Units in the Company, the proceeds of such dividend or sale, shall be distributed in accordance with this Article 5.

Subject to the fulfillment of any requirements of law, if any or all of the Corporate Units or securities representing the Corporate Units is admitted or there is a grant of permission by any authority for the same to be admitted to or traded or quoted on any recognised investment exchange, the principles set out in (i) to (v) above shall be complied with in effecting such listing.»

Fifth resolution

The Members authorize any one manager of the Company to carry out any necessary action in relation to the above taken resolutions including but not limited to the amendment of the unitholders' register of the Company.

The Meeting was declared closed as there was no further business.

Costs

The amount of expenses, costs, remuneration and charges to be paid by the Company as a result of the present stated deed is estimated at one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, stated that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente avril.

Par-devant nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des associés (les «Associés») de la société «Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 juin 2011, publié au Mémorial C n° 2050 le 3 septembre 2011, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.541 (la «Société»),

L'Assemblée fût présidée par Maître Delia NITESCU, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»). Le Président désigna comme secrétaire Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Secrétaire»). L'Assemblée désigna comme scrutateur Monsieur Davide GIACOMONI, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Scrutateur»).

Le bureau de l'Assemblée dressa ensuite la liste de présence qui, après avoir été signée ne varietur par le détenteur des procurations représentant les Associés restera attachée au présent procès-verbal pour être ensemble avec lesdites procurations soumises aux formalités de l'enregistrement.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président déclara et requît le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Changement de la valeur nominale des parts sociales alphabétiques existantes de Un Euro (EUR 1) à Un Cent d'Euro (EUR 0,01).

2. Augmentation du capital social de la Société par un apport en numéraire de façon à le faire passer de son montant actuel de Neuf Millions Cent Cinquante et un Mille Quatre Cents Soixante-Huit Euros (EUR 9.151.468) représenté par 10.587.400 parts sociales alphabétiques de catégories A1 à G1, 103.805.600 parts sociales alphabétiques de catégories A2 à G2, 10.588.300 parts sociales alphabétiques de catégorie H1 et 103.807.500 parts sociales alphabétiques de catégorie H2, à un montant de Neuf Millions Cent Cinquante-Sept Mille Cinq Cents Quarante-Six Euros et Vingt-Sept Cents (EUR 9.157.546,27), représenté par 10.587.400 parts sociales alphabétiques de catégories A1 à G1, 103.805.600 parts sociales alphabétiques de catégories A2 à G2, 10.588.300 parts sociales alphabétiques de catégorie H1 et 103.807.500 parts sociales alphabétiques de catégorie H2, 303.912 parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 303.915 parts sociales alphabétiques de catégorie J2, chaque part sociale ayant une valeur nominale de 1 Cent d'Euro (EUR 0,01) en contrepartie d'un montant en numéraire de Quatre-Vingt-Deux Mille Cinq Cents Euros (EUR 82.500) ensemble avec une prime d'émission totale s'élevant à Soixante-Seize Mille Quatre Cents Vingt-et-Un Euros et Soixante Treize Cents (EUR 76.421,73) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société;

3. Renonciation par les Associés existants de la Société à leurs droits de pré-emption en rapport avec les nouvelles parts sociales alphabétiques devant être émises selon le POINT 2) ci-dessus;

4. Souscription et paiement par M. Arto Lahtela de 110.514 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 110.514 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Vingt-Sept Mille Sept Cents Quatre-Vingt-Neuf Euros et Soixante-Douze Cents (27.789,72 EUR) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Trente Mille Euros (30.000 EUR);

5. Souscription et paiement par M. Mika Nieminen de 64.465 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 64.468 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Seize Mille Deux Cents Dix Euros et Soixante-Sept Cents (16.210,67 EUR) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Dix-Sept Mille Cinq Cents Euros (17.500 EUR);

6. Souscription et paiement par M. Antti Turunen de 55.257 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 55.257 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Treize Mille Huit Cents Quatre-Vingt-Quatorze Euros et Quatre-Vingt-Six Cents (13.894,86 EUR) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Quinze Mille Euros (15.000 EUR);

7. Souscription et paiement par M. Jyrki Virtanen de 36.838 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 36.838 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Neuf Mille Deux Cents Soixante-Trois Euros et Vingt-Quatre Cents (EUR 9.263,24) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Dix Mille Euros (EUR 10.000);

8. Souscription et paiement par M. Simon Schmidt de 36.838 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 36.838 nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Neuf Mille Deux Cents Soixante-Trois Euros et Vingt-Quatre Cents (9.263,24 EUR) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Dix Mille Euros (10.000 EUR)

9. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société;

10. Autorisation donnée à tout gérant de la Société d'effectuer toute action nécessaire en relation avec les résolutions devant être prises sur la base du présent ordre du jour incluant mais non limitée à la modification du registre des associés de la Société; et

11. Tout autre point.

II.- Il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital social de la Société est présente ou représentée à la présente Assemblée et que les Associés eux-mêmes renoncent au droit d'être dûment convoqués et déclarent eux-mêmes avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui a été mis à leur disposition avant l'Assemblée. Subséquemment, la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Les Associés prirent ensuite à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décidèrent de changer la valeur nominale des parts sociales alphabétiques existantes d'Un Euro (EUR 1) à Un Cent d'Euro (EUR 0,01).

Deuxième résolution

Les Associés décidèrent d'augmenter le capital social de la Société au moyen d'un apport en numéraire de telle manière à le faire passer de son montant actuel de Neuf Millions Cent Cinquante et Un Mille Quatre Cents Soixante-Huit Euros (EUR 9.151.468) représenté par 10.587.400 parts sociales alphabétiques de catégories A1 à G1, 103.805.600 parts sociales alphabétiques de catégories A2 à G2, 10.588.300 parts sociales alphabétiques de catégorie H1 et 103.807.500 parts sociales alphabétiques de catégorie H2, à un montant de Neuf Millions Cent Cinquante-Sept Mille Cinq Cents Quarante-Six Euros et Vingt-Sept Cents (EUR 9.157.546,27), représenté par 10.587.400 parts sociales alphabétiques de catégories A1 à G1, 103.805.600 parts sociales alphabétiques de catégories A2 à G2, 10.588.300 parts sociales alphabétiques de catégorie H1 et 103.807.500 parts sociales alphabétiques de catégorie H2, 303.912 parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 303.915 parts sociales alphabétiques de catégorie J2, chaque part sociale ayant une valeur nominale de 1 Cent d'Euro (EUR 0,01) en contrepartie d'un montant en numéraire de Quatre-Vingt-Deux Mille Cinq Cents Euros (EUR 82.500) ensemble avec une prime d'émission totale s'élevant à Soixante-Seize Mille Quatre Cents Vingt-et-Un Euros et Soixante Treize Cents (EUR 76.421,73) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société.

Troisième résolution

Les Associés existants décidèrent de reconnaître la renonciation de leurs droits de préemption tels que mentionnés à l'article 5 des statuts de la Société et relatifs aux nouvelles parts sociales alphabétiques devant être émises conformément à la RÉSOLUTION 2) ci-dessus.

Souscription et paiement

Toutes les nouvelles parts sociales alphabétiques ont été souscrites comme suit:

1. Souscription par M. Arto Lahtela

Intervient ensuite Maître Delia NITESCU, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné de M. Arto Lahtela, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au Eteläportintie 91, FI-40530 Jyväskylä (Finlande), en vertu d'une procuration sous seing privé, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de M. Arto Lahtela:

- 110.514 (cent dix mille cinq cents quatorze) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 110.514 (cent dix mille cinq cents quatorze) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Vingt-Sept Mille Sept Cents Quatre-Vingt-Neuf Euros et Soixante-Douze Cents (EUR 27.789,72) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Trente Mille Euros (30.000 EUR);

2. Souscription par M. Mika Nieminen

Intervient ensuite Maître Delia NITESCU, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné de M. Mika Nieminen, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au Eteläportintie 91, FI-40530 Jyväskylä (Finlande), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de M. Mika Nieminen:

- 64.465 (soixante-quatre mille quatre cents soixante-cinq) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 64.468 (soixante-quatre mille quatre cents soixante-huit) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Seize Mille Deux Cents Dix Euros et Soixante-Sept Cents (EUR 16.210,67) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Dix-Sept Mille Cinq Cents Euros (EUR 17.500);

3. Souscription par M. Antti Turunen

Intervient ensuite Maître Delia NITESCU, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné de M. Antti Turunen, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au Teljintie 36, FI-40530 Jyväskylä (Finlande), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de M. Antti Turunen:

- 55.257 (cinquante-cinq mille deux cents cinquante-sept) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 55.257 (cinquante-cinq mille deux cents cinquante-sept) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Treize Mille Huit Cents Quatre-Vingt-Quatorze Euros et Quatre-Vingt-Six Cents (EUR 13.894,86) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Quinze Mille Euros (EUR 15.000);

4. Souscription par M. Jyrki Virtanen

Intervient ensuite Maître Delia NITESCU, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné de M. Jyrki Virtanen, gérant de sociétés, demeurant professionnellement au Eteläportintie 91, FI-40530 Jyväskylä (Finlande), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de M. Jyrki Virtanen:

- 36.838 (trente-six mille huit cents trente-huit) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 36.838 (trente-six mille huit cents trente-huit) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Neuf Mille Deux Cents Soixante-Trois Euros et Vingt-Quatre Cents (9.263,24 EUR) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Dix Mille Euros (10.000 EUR);

5. Souscription par M. Simon Schmidt

Intervient ensuite Maître Delia NITESCU, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné de M. Simon Schmidt, gérant de sociétés, demeurant au 'Beim Strohhause 31, D-20097 Hamburg (Allemagne), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclara souscrire au nom et pour le compte de M. Simon Schmidt:

- 36.838 (trente-six mille huit cents trente-huit) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J1 et 36.838 (trente-six mille huit cents trente-huit) nouvelles parts sociales alphabétiques de catégorie J2 ayant chacune une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) et avec les droits et les obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société, ensemble avec une prime d'émission s'élevant à Neuf Mille Deux Cents Soixante-Trois Euros et Vingt-Quatre Cents (EUR 9.263,24) en contrepartie d'un apport total en numéraire s'élevant à Dix Mille Euros (EUR 10.000).

Quatrième résolution

Les Associés décidèrent de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui doit désormais être lu comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à Neuf Millions Cent Cinquante-Sept Mille Cinq Cents Quarante-Six Euros et Vingt-Sept Cents (EUR 9.157.546,27), représenté par:

- 10.587.400 Parts Sociales de catégorie A1;
- 103.805.600 Parts Sociales de catégorie A2;
- 10.587.400 Parts Sociales de catégorie B1;
- 103.805.600 Parts Sociales de catégorie B2;

10.587.400 Parts Sociales de catégorie C1;
103.805.600 Parts Sociales de catégorie C2;
10.587.400 Parts Sociales de catégorie D1;
103.805.600 Parts Sociales de catégorie D2;
10.587.400 Parts Sociales de catégorie E1;
103.805.600 Parts Sociales de catégorie E2;
10.587.400 Parts Sociales de catégorie F1;
103.805.600 Parts Sociales de catégorie F2;
10.587.400 Parts Sociales de catégorie G1;
103.805.600 Parts Sociales de catégorie G2;
10.588.300 Parts Sociales de catégorie H1;
103.807.500 Parts Sociales de catégorie H2;
zéro Parts Sociales de catégorie I1;
zéro Parts Sociales de catégorie I2;
303.912 Parts Sociales de catégorie J1; et
303.915 Parts Sociales de catégorie J2;

chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'Un Cent d'Euro (EUR 0,01) et avec les droits et obligations tels que mentionnés dans les statuts de la Société.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision des Associés délibérant selon la manière requise pour la modification des présents statuts. En cas d'augmentation ou de réduction de capital, les Parts Sociales seront émises en faveur de chaque détenteur de Parts Sociales ou alors les détentions de chaque détenteur de Parts Sociales seront réduites uniquement sur une base proportionnelle.

Le capital autorisé est fixé à dix millions d'Euros (EUR 10.000.000) devant être divisés en parts sociales d'une valeur nominale d'un Cent d'Euro (EUR 0,01) chacune.

Le conseil des gérants est autorisé et mandaté pendant une période prenant fin 5 ans après la date de publication des statuts modifiés et coordonnés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, à réaliser toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois. Dans ce cas les Parts Sociales seront émises en faveur de chaque détenteur de Parts Sociales uniquement sur une base proportionnelle.

Cette augmentation de capital pourra être souscrite et émise selon les termes et conditions déterminés par le(s) gérant(s), plus précisément pour ce qui concerne la souscription et le paiement des Parts Sociales devant être souscrites et émises, la période de souscription et le nombre de Parts Sociales devant être souscrites et émises, le fait que les Parts Sociales soient à souscrire avec ou sans prime d'émission (qui, afin d'écartier tout doute, doit être allouée sur une base proportionnelle à chaque catégorie alphabétique de parts sociales), et jusqu'à quelle mesure le paiement des Parts Sociales nouvellement souscrites est acceptable soit en numéraire soit en actifs autres qu'en numéraire.

Le conseil de gérance pourra déléguer à tout gérant ou organe de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et celle de recevoir le paiement des Parts Sociales représentant une partie ou la totalité de ces augmentations de capital.

Après toute augmentation de capital réalisée et dûment établie dans la forme prévue par la loi, le premier paragraphe de cet article sera modifié de manière à refléter l'augmentation effective en cause; cette modification sera constatée par acte authentique par le(s) gérant(s) ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet.

Dans le cas où la Société propose d'augmenter son capital en émettant des nouvelles Parts Sociales (les «Parts de Prémption»), chaque Associé (à la date d'envoi de l'Avis de Prémption, telle que défini ci-dessous) aura le droit (le «Droit de Prémption») de souscrire un montant de chaque catégorie de ces nouvelles Parts Sociales égal au pourcentage proratisé de détention des Parts Sociales (comme si les Parts Sociales constituaient une seule et même catégorie) de cet Associé (à la date d'envoi de l'Avis de Prémption concerné). Le Droit de Prémption sera exerçable par chaque Associé concerné pour le même prix par nouvelle Part Sociale et dans les mêmes termes et conditions applicables aux Parts de Prémption devant être émises.

En rapport avec chaque émission faisant naître le Droit de Prémption, la Société devra délivrer par courrier recommandé un avis écrit à chaque Associé de la Société (l'«Avis de Prémption»), précisant le prix devant être payé pour les nouvelles parts étant émises, le nombre et la catégorie de nouvelles parts pour laquelle l'Associé éligible est en droit de souscrire conformément à l'alinéa précédent ci-dessus et la modalité de paiement pour ces nouvelles parts sociales. L'Avis de Prémption devra pouvoir être accepté pendant une durée qui ne peut être inférieure à dix (10) jours ouvrables (l'«Avis d'Exercice») suivant la date d'envoi en cause. Toute acceptation de l'offre mentionnée dans l'Avis de Prémption doit être faite par l'Associé éligible par écrit en indiquant le nombre maximal de nouvelles parts que cet Associé veut souscrire, incluant le cas où l'autre Associé ou les autres Associés renonce(nt) à leur(s) droit(s) préférentiel(s) de souscription (l'«Acceptation de l'Offre»).

Dans le cas où un ou plusieurs Associé(s) refuse(nt) d'accepter l'offre mentionnée dans l'Avis de Prémption, toutes les nouvelles parts résiduelles qui auraient été allouées à ces Associés refusants s'ils avaient choisi de participer devront à

la place être offertes à chaque Associé acceptant sur la base de sa participation respective et proportionnelle dans l'émission de préemption, cela étant soumis à la condition dans chaque cas du consentement écrit dans l'Acceptation de l'Offre de l'Associé acceptant à une telle réallocation des nouvelles parts résiduelles jusqu'à ce que toutes ces nouvelles parts résiduelles aient été ainsi réallouées ou que ces Associés acceptants aient refusé des réallocations supplémentaires. A l'expiration de la période d'exercice mentionnée dans l'Avis d'Exercice, la Société devra envoyer un avis à chaque Associé ayant adressé une Acceptation de l'Offre à la Société indiquant le nombre exact de nouvelles parts devant être souscrites par cet Associé, la date d'émission de ces nouvelles parts et le montant, la date de paiement et les autres informations nécessaires pour le paiement du prix de souscription de ces nouvelles parts sociales par cet Associé.

Afin d'éviter tout doute, les Associés des catégories J1 et J2 auront seulement des droits de préemption en rapport avec les catégories J1 et J2 et les détenteurs de catégories A1, A2, B1, B2, C1, C2, D1, D2, E1, E2, F1, F2, G1, G2, H1, H2, I1 et I2 n'auront aucun droit de préemption sur les catégories J1 et J2.

Le capital social souscrit de la Société pourra, à tout moment, être modifié par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par décision de l'assemblée générale des associés délibérant de la même manière que celle prévue pour modifier les présents statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par une annulation proportionnelle des Parts Sociales de chaque associé, y compris par l'annulation de l'entièreté d'une ou de plusieurs catégorie(s) de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises de cette/ces catégorie(s). En cas de rachats et d'annulations de toute catégorie de Parts Sociales, ces annulations et rachats de Parts Sociales seront faits dans le sens inverse de l'alphabet (en commençant avec les catégories I1 et I2 ensemble).

Dans le cas d'une réduction de capital social par le rachat et l'annulation d'une catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'alinéa précédent), cette catégorie de Parts Sociales donne droit à leurs détenteurs et au prorata de leur détention dans cette catégorie, au Montant Disponible (dans la limite cependant du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs de Parts Sociales de la catégorie rachetée et annulée de Parts Sociales recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la catégorie concernée, détenue par eux et annulée.

La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la catégorie de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale sur la base de Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des catégories J2, J1, I2, I1, H2, H1, G2, G1, F2, F1, E2, E1, D2, D1, C2, C1, B2, B1, A2 et A1 devra être le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de la catégorie concernée, sauf s'il en est décidé autrement par l'Assemblée Générale des associés de la Société dans les conditions prévues pour une modification des Statuts et à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur à ce Montant Disponible.

Dès le rachat et l'annulation des Parts Sociales de la catégorie concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale deviendra due et payable par la Société.

Aux fins de la présente clause:

Montant Disponible signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) diminué par toute allocation faite conformément à l'article 16 des présents statuts pour une catégorie particulière de Parts Sociales, augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables et augmenté, (ii) selon le cas, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la catégorie de Parts Sociales devant être annulée mais diminué par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à allouer en réserve(s), conformément aux dispositions légales ou aux présents Statuts, chaque fois comme reflété dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter tout doute, aucune comptabilité double), afin que:

$$AA = (NP+P+CR)-(L+LR)$$

Avec:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toutes réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en rapport avec la catégorie de Parts Sociales devant être annulée L= pertes (y compris les pertes reportées)

LR = toutes sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales ou aux Statuts:

- Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernés; et
- La Date des Comptes Intérimaires signifie la date au plus tôt huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la catégorie de Parts Sociales concernée.

Si la Société fait une attribution du Montant Disponible, les Associés recevront cette attribution, dans l'ordre de priorité suivant:

- (i) premièrement, chaque catégorie de Parts Sociales recevra un pourcentage de la valeur nominale de la catégorie respective de Parts Sociales de manière décroissante, nommément et respectivement 0,60% pour les catégories A1 et A2;

0,55% pour les catégories B1 et B2, 0,50% pour les catégories C1 et C2; 0,45% pour les catégories D1 et D2; 0,40% pour les catégories E1 et E2; 0,35% pour les catégories F1 et F2; 0,30% pour les catégories G1 et G2; 0,25% pour les catégories H1 et H2; 0,20% pour les catégories I1 et I2 et 0,15% pour les catégories J1 et J2;

- (ii) deuxièmement, pour ce qui concerne les catégories A2, B2, C2, D2, E2, F2, H2, I2:

(A) un montant annuel égal à 10% de leur prix de souscription incluant toute prime d'émission relative si elle est le cas échéant attribuée à ces parts sociales (le «Retour»); le Retour doit être calculé à partir de la date de souscription, devra augmenter quotidiennement et devra être calculé en présupposant qu'une année compte 365 jours; si le Montant Disponible n'est pas suffisant pour permettre l'attribution du Retour, une telle insuffisance de crédits dans l'attribution du Retour devra continuer à faire produire des intérêts à 10% pour ce qui est de la période à partir de la date d'émission jusqu'à la date de paiement réel (y incluse) ces intérêts devront être calculés annuellement pour chaque année calendaire subséquente (l'«Insuffisance de Crédits Relative au Retour») et une telle Insuffisance de Crédits Relative au Retour sera attribuée de manière égale à travers chaque catégorie A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 et deviendra une partie du Retour jusqu'au rachat et/ou jusqu'à l'annulation de ces catégories de Parts Sociales; si le rachat et l'annulation d'une catégorie A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 est suffisante pour permettre le paiement du Retour ainsi aucun Retour additionnel ne devra être payé sous ce point (ii) relatif à toute distribution complémentaire du Montant Disponible: et

(B) un montant égal à leur prix de souscription pour ces parts sociales (incluant toutes les catégories de parts sociales qui ont été soumises à l'annulation relative aux distributions susmentionnées) incluant toute prime d'émission y relative; si cela est le cas pour ces parts sociales (le «Prix de Souscription»)

Jusqu'à ce que le montant total de EUR 37.700.000 (le «Premier Seuil») leur ait été attribué;

- (iii) troisièmement, un montant égal à EUR 1.000.000 sera attribué aux catégories J1 et J2;

- (iv) quatrièmement, un montant égal à la totalité du Retour et du Prix de Souscription moins le Premier Seuil sera attribué à A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2;

- (v) cinquièmement, le montant restant sera alloué aux Associés au prorata de leur participation (incluant toutes les catégories de parts sociales qui ont été soumises à l'annulation relative aux distributions susmentionnées) sans tenir compte des catégories de Parts Sociales qu'ils détiennent au moment de la date de distribution, ce montant devrait inclure tous les montants qui ont été soumis à l'annulation en rapport avec toutes les distributions susmentionnées.

Afin d'éviter tout doute:

Si tout dividende, bonus ou autre distribution de capital, revenu ou bénéfice est déclaré, payé ou fait ou si tout rachat, remboursement, repaiement ou retour des parts sociales ou du capital social emprunté (ou toute autre obligation concernée), est fait (si ou non conformément à la vente en substance ou à la vente de tout ou partie de l'activité ou de tous les biens de la Société), ou s'il y a une vente de certaines ou de toutes les Parts Sociales de la Société, les fruits d'un tel dividende ou d'une telle vente, seront distribués conformément avec cet Article 5.

A la condition du respect de toutes les exigences légales, si l'une ou toutes les parts sociales ou obligations représentant les Parts Sociales est/sont admise(s) ou si une quelconque autorité accorde une autorisation pour l'admission, la commercialisation ou l'estimation de celles-ci sur un quelconque marché d'investissements reconnu, les principes mentionnés ci-dessus sous les points (i) à (v) devront être respectés lors de la réalisation de cette cotation.»

Cinquième résolution

Les Associés autorisent tout dirigeant de la Société d'effectuer toute action nécessaire en rapport avec les résolutions précédemment prises incluant mais non limitée à la modification du registre des associés de la Société.

Plus rien ne figurait à l'ordre du jour, l'Assemblée fût clôturée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunération et charges incombant à la Société suite à cet acte est estimé à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclara qu'à la requête des comparants susmentionnés, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande des comparants et en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte notarié a été dressé à Junglinster, à la date mentionnée au début de ce document.

Le document ayant été lu aux comparants, ceux-ci ont avec le notaire signé le présent acte.

Signé: Delia NITESCU, Henri DA CRUZ, Davide GIACOMONI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 08 mai 2015. Relation GAC/2015/3939. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015074002/625.

(150084339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Controlinveste International, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,40.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 149.949.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of the month of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

OLIVEDESPORTOS - PUBLICIDADE, TELEVISÃO E MEDIA, S.A., a public limited liability company incorporated and existing under the laws of Portugal, with registered address at Rua Abranches Ferrão, 10, 12º, 1600 Lisboa, Portugal, registered with the Registo Comercial de Lisboa, 3a secção, under the number 501581723, (hereafter “OLIVEDESPORTOS” or the “Sole Member”),

duly represented by Mr. Luis MARQUES GUILHERME, lawyer, residing professionally in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal, on April 27, 2015.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole member of Controlinveste International, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand-duchy of Luxembourg, with registered office at 8-10 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under the number B 149949, incorporated by a deed received by the undersigned notary on December 2, 2009, published in the official gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 7, 2010, number 46, page 2196, which articles of association have been amended for the last time by a notarial deed received by the undersigned notary on December 1, 2014, published in the official gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on January 9, 2015, number 64, page 3036 (hereafter referred to as the “Company”);

- that the sole member declared and requested the notary to record that the agenda of the meeting is the following:

1. Decrease of the corporate capital of the Company by an amount of One Hundred Eighty-Four Million One Hundred Fifty-Seven Thousand Four Hundred Ninety-Eight Euro and Sixty Cents (EUR 184,157,498.60) so as to bring it from its present amount of One Hundred Eighty-Four Million One Hundred Seventy Thousand Euro (EUR 184,170,000) represented by Two Hundred Seventy-Two Million Six Hundred Thousand (272,600,000) corporate units having a par value of Six Seven Five Six Zero Five Two Eight Two Four Seven Euro Cents (EUR 0.67560528247) each, to Twelve Thousand Five Hundred One Euro and Forty Cents (EUR 12,501.40), through the cancellation of Two Hundred Seventy-Two Million Five Hundred Eighty-One Thousand Four Hundred Ninety-Six (272,581,496) corporate units;

2. Decrease of the legal reserve in consequence of the decrease of the corporate capital;

3. Distribution of proceeds;

4. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the above decrease of the corporate capital;

5. Authorization to any manager of the Company to amend the members’ register of the Company and in general, to take all the necessary actions in relation to the resolutions to be taken in accordance with the present minutes.

6. Miscellaneous.

- that, after that, the Sole Member has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Member decides to decrease the corporate capital by an amount of One Hundred Eighty-Four Million One Hundred Fifty-Seven Thousand Four Hundred Ninety-Eight Euro and Sixty Cents (EUR 184,157,498.60) to bring it from its present amount of One Hundred Eighty-Four Million One Hundred Seventy Thousand Euro (EUR 184,170,000) represented by Two Hundred Seventy-Two Million Six Hundred Thousand (272,600,000) corporate units having a par value of Six Seven Five Six Zero Five Two Eight Two Four Seven Euro Cents (EUR 0.67560528247) each, bringing the corporate capital of the Company to the aggregate amount of Twelve Thousand Five Hundred One Euro and Forty Cents (EUR 12,501.40) through the cancellation of Two Hundred Seventy-Two Million Five Hundred Eighty-One Thousand Four Hundred Ninety-Six (272,581,496) corporate units (the “Capital Decrease”).

Declaration

The Sole Member declares that it accepts the Capital Decrease through the cancellation of Two Hundred Seventy-Two Million Five Hundred Eighty-One Thousand Four Hundred Ninety-Six (272,581,496) corporate units.

Second resolution

The Sole Member resolves to decrease the legal reserve of the Company by an amount of One Million Nine Hundred Twenty-Three Thousand Four Hundred Thirty Euro and Seventy-Four Cents (EUR 1,923,430.74), to bring it from its current amount of One Million Nine Hundred Twenty-Four Thousand Six Hundred Eighty Euro And Eighty-Eight Cents (EUR 1,924,680.88), to an amount of One Thousand Two Hundred And Fifty Euro and Fourteen Cents (EUR 1,250.14), representing ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company, as prescribed by Luxembourg law and by the articles of association of the Company (the "Legal Reserve Decrease").

Third resolution

Following the Capital Decrease and the Legal Reserve Decrease, the Sole Member resolves that the proceeds resulting from the Capital Decrease and from the Legal Reserve Decrease, in the aggregate amount of One Hundred Eighty-Six Million Eighty Thousand Nine Hundred Twenty-Nine Euro and Thirty-Four Cents (EUR 186,080,929.34) may as of now be distributed by the Company to the Sole Member.

Fourth resolution

The Sole Member decides to amend Article 5 of the articles of association so as to reflect the Capital Decrease, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5.** The subscribed corporate capital is set at Twelve Thousand Five Hundred One Euro and Forty Cents (EUR 12,501.40) represented by Eighteen Thousand Five Hundred Four (18,504) corporate units having a par value of Six Seven Five Six Zero Five Two Eight Two Four Seven Euro Cents (EUR 0.67560528247) each."

Fifth resolution

The Sole Member decides to authorize any manager of the Company to amend the members' register of the Company as to reflect the above decrease of capital and to do everything necessary and incidental to the above resolutions.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand three hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois d'avril;

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

OLIVEDESSPORTOS - PUBLICIDADE, TELEVISÃO E MEDIA, S.A., une Société Anonyme (Sociedade Anónima) organisée sous les lois du Portugal, ayant son siège social à Rua Abranches Ferrão, 10, 12º, 1600 Lisboa, Portugal, immatriculée avec le Registo Comercial de Lisboa, 3a secção, sous le numéro 501581723, (ci-après «OLIVEDESSPORTOS» ou «l'Associé Unique»),

dûment représentée par Monsieur Luis MARQUES GUILHERME, juriste, demeurant professionnellement à 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 27 avril 2015.

Ladite procuration, laquelle après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a prié le notaire d'acter ce qui suit:

- qu'elle est l'associé unique de Controlinveste International, une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 149949, constituée en vertu d'un acte du notaire instrumentant, en date du 2 décembre 2009, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 7 janvier 2010, numéro 46, page 2196, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant, en date du 1^{er} décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 9 janvier 2015, numéro 64, page 3036 (ci-après la "Société").

- que l'associé unique déclare et prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de cent quatre-vingt-quatre millions cent cinquante-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit Euro et soixante centimes (EUR 184.157.498,60) pour le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt-quatre millions cent soixante-dix mille Euro (EUR 184.170.000,-), représenté par deux cent soixante-douze millions six cent mille (272.600.000) parts sociales d'une valeur nominale de six sept cinq six zéro cinq deux huit deux quatre sept centimes d'Euro (EUR 0,67560528247) chacune, à douze mille cinq cent et un Euro et quarante centimes (EUR 12.501,40) par l'annulation de deux cent soixante-douze million cinq cent quatre-vingt-un mille quatre cent quatre-vingt-seize (272.581.496) parts sociales;

2. Réduction de la réserve légale suite à la réduction du capital social;

3. Distribution des recettes;

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter la diminution du capital social décrite ci-dessous;

5. Autorisation à accorder à tout gérant de la Société de modifier le registre des parts sociales de la Société et plus généralement d'effectuer toutes les démarches nécessaires relatives aux résolutions prises lors de la présente assemblée;

6. Divers.

- qu'ensuite l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent quatre-vingt-quatre millions cent cinquante-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit Euro et soixante centimes (EUR 184.157.498,60) pour le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt-quatre millions cent soixante-dix mille Euro (EUR 184.170.000,-), représenté par deux cent soixante-douze millions six cent mille (272.600.000) parts sociales d'une valeur nominale de six sept cinq six zéro cinq deux huit deux quatre sept centimes d'Euro (EUR 0,67560528247) chacune, à douze mille cinq cent et un Euro et quarante centimes (EUR 12.501,40) par l'annulation de deux cent soixante-douze million cinq cent quatre-vingt-un mille quatre cent quatre-vingt-seize (272.581.496) parts sociales (la «Réduction de Capital»).

Déclaration

L'Associé Unique déclare qu'il accepte la Réduction de Capital par biais de l'annulation de deux cent soixante-douze millions cinq cent quatre-vingt-un mille quatre cent quatre-vingt-seize (272.581.496) parts sociales.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de diminuer la réserve légale de la Société d'un montant d'un million neuf cent vingt-trois mille quatre cent trente Euro et soixante-quatorze centimes (EUR 1.923.430,74) en la portant de son montant actuel d'un million neuf cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt Euro et quatre-vingt-huit centimes (EUR 1.924.680,88) à un montant de mille deux cent cinquante Euro et quatorze centimes (EUR 1.250,14) représentant dix pourcent (10%) du capital social de la Société, tel que prescrit par la loi luxembourgeoise et par les statuts de la Société (la «Diminution de la Réserve Légale»).

Troisième résolution

En conséquence de la Diminution du Capital Social et de la Diminution de la Réserve Légale, l'Associé Unique décide que le produit résultant de la Diminution du Capital Social ainsi que de la Diminution de la Réserve Légale, s'élevant à cent quatre-vingt-six millions quatre-vingt mille neuf cent vingt-neuf Euro et trente-quatre centimes (EUR 186,080,929.34), peuvent être désormais distribués à l'Associé Unique.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter la Réduction de capital, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à douze mille cinq cent et un Euro et quarante centimes (EUR 12.500,40) représenté par dix-huit mille cinq cent quatre (18.504) parts sociales d'une valeur nominale de Six Sept Cinq Six Zéro Cinq Deux Huit Deux Quatre Sept centimes d'Euro (EUR 0,67560528247) chacune."

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'autoriser tout gérant de la Société à modifier le registre des parts sociales de la société suite à la réduction de capital intervenue et d'effectuer toutes les formalités nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont soumis à sa charge à raison du présent acte, sont évalués à environ deux mille trois cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue Anglaise, suivi d'une version Française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après la lecture faite au mandataire, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. MARQUES GUILHERME, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 30 avril 2015. 2LAC/2015/9382. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 mai 2015.

Référence de publication: 2015074411/170.

(150085473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Eden 2 & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 137.778.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of the month of April.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Me Alexandre PEL, Maître en droit, professionally residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting as delegate of the board of managers (the "Delegate") of Eden 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 137.730, acting as unlimited shareholder and manager (the "Manager") of Eden 2 & Cie S.C.A. (the "Company"), pursuant to an extract of the minutes of the board of managers of the Manager dated 26 March 2015 (copy of which, after having been initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall be registered together with the present deed) (the "Resolutions").

The Company, a société en commandite par actions with registered office at 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the RCS under number B 137.778 has been incorporated by deed of Me Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on 9 April 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1128 of 7 May 2008.

The articles of association of the Company were amended for the last time by Me Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg by deed of 19 December 2014, published in the Mémorial n°474 and 475 of 20 February 2015.

The appearing party, acting in her capacity as aforementioned, requested the notary to record her declarations as follows:

(I) Article 5.2 of the articles of association of the Company provides as follows:

“ 5.2. The total unissued but authorised share capital of the Company is set at forty thousand British Pounds (£40,000) which shall be represented by one million (1,000,000) Shares of any class without any specific ratio having to be respected or complied with, each having a nominal value of four Pence (GBP 0.04).

The Manager is authorised, until the fifth anniversary of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the deed of the extraordinary general meeting of Shareholders approving the authorised share capital (or any renewal, extension or increase thereof), to increase the share capital from time to time by the issue of new Shares of any class once or in several tranches within the limits of the authorised (unissued) share capital mentioned above (the "New Shares"). The Manager may issue New Shares with or without share premium, to be paid up in cash, in kind or by settlement of actual, liquid and immediately payable claims vis-à-vis the Company, as well as by incorporation of profits carried forward, available reserves or share premium subject to the conditions set forth in Articles 5.2.1 to 5.2.3.

The Manager may delegate to any director, manager, officer or any other person duly authorised, the power to receive the subscriptions and the price of the New Shares to be issued within the limits of the authorised unissued share capital.

Whenever an increase of issued capital is carried out in accordance with these Articles, the Manager shall take steps to amend these Articles in order to record the change in the issued share capital and the corresponding reduction of the unissued authorised share capital and the Manager is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the Law.

(II) On the basis of the powers granted to the Delegate as set out under (I) above, further to the approval of the Manager, the Company has, by the Resolutions, issued twelve thousand six hundred and forty-one (12,641) class C ordinary shares and one hundred and sixty-five (165) class D preference shares of a nominal value of four pence (GBP0.04) each (the "New

Shares”) to the subscribers in the proportions set forth in the Resolutions, for a total subscription price of one hundred and sixty-five thousand five hundred and five British Pounds and sixty-four pence (GBP165,505.64) (the “Subscription Price”) out of which five hundred and twelve British Pounds and twenty-four pence (GBP512.24) were allocated to the share capital account and one hundred and sixty-four thousand nine hundred and ninety-three British Pounds and forty pence (GBP164,993.40) were allocated to the legal reserve account of the Company (the “Capital Increase”).

(III) The New Shares have been fully paid up by a contribution in cash of an amount of one hundred and sixty-five thousand five hundred and five British Pounds and sixty-four pence (GBP165,505.64) (the “Contribution in Cash”). Evidence of the payment of the Subscription Price of an amount of one hundred and sixty-five thousand five hundred and five British Pounds and sixty-four pence (GBP165,505.64) has been shown to the undersigned notary.

(IV) As a consequence of the above, the issued share capital of the Company has been increased by a total amount of five hundred and twelve British Pounds and twenty-four pence (GBP512.24) so as to bring it from its current amount of sixty-four thousand eight hundred and fifty-four British Pounds and eighty pence (GBP64,854.80) to sixty-five thousand three hundred and sixty-seven British Pounds and four pence (GBP65,367.04) by the issue of the New Shares in exchange for the Contribution in Cash.

As a result of the Capital Increase, article 5.1 and the first paragraph of article 5.2 of the articles of association of the Company are amended so as to read as follows:

“**5.1.** The issued share capital of the Company is set at sixty-five thousand three hundred and sixty-seven British Pounds and four pence (GBP 65,367.04) represented by one million six hundred and thirty-four thousand one hundred and seventy-six (1,634,176) shares of different classes divided into (together the “Shares” and individually a “Share”):

5.1.1 one (1) unlimited share (the “Unlimited Share”);

5.1.2 three hundred and thirty-one thousand four hundred and seventy-nine (331,479) class A ordinary shares (the “A Ordinary Shares”);

5.1.3 five hundred and fifty-two thousand two hundred and seventy-seven (552,277) class B ordinary shares (the “B Ordinary Shares”);

5.1.4 one hundred and fifteen thousand four hundred and thirty-four (115,434) class C ordinary shares (the “C Ordinary Shares”);

5.1.5 three hundred and thirty-nine (339) class D ordinary shares (the “D Ordinary Shares”);

5.1.6 one hundred and eighty-four thousand (184,000) class E1 ordinary shares (the “E1 Ordinary Shares”);

5.1.7 two hundred eighty-five thousand six hundred (285,600) class E2 ordinary shares (the “E2 Ordinary Shares”);

5.1.8 one hundred and forty-one thousand four hundred and sixty-one (141,461) non-voting redeemable class A preference shares (the “Redeemable A Preference Shares”);

5.1.9 four hundred and ninety-five (495) non-voting redeemable class B preference shares (the “Redeemable B Preference Shares”);

5.1.10 forty-five (45) non-voting redeemable class C preference shares (the “Redeemable C Preference Shares”);

5.1.11 thirteen thousand and forty-five (13,045) non-voting class D preference shares (the “D Preference Shares”); and

5.1.12 ten thousand (10,000) non-voting class E preference shares (the “E Preference Shares”);

each with a par value of four Pence (GBP 0.04).

5.2. The total unissued but authorised share capital of the Company is set at thirty-nine thousand four hundred and eighty-seven British Pounds and seventy-six pence (GBP 39,487.76) which shall be represented by nine hundred and eighty-seven thousand one hundred and ninety-four (987,194) Shares of any class without any specific ratio having to be respected or complied with, each having a nominal value of four Pence (GBP 0.04).”

Expenses:

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its increase of capital are estimated at EUR 2,000.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suivi par une traduction française

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Me Alexandre PEL, Maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en qualité de délégué du conseil de gérance (le «Délégué») d'Eden 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant

son siège social au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 137.730, agissant en qualité d'actionnaire-commandité et de gérant (le «Gérant») d'Eden 2 & Cie S.C.A. (la «Société»), en vertu d'un extrait du procès-verbal du conseil de gérance du Gérant en date du 26 mars 2015 (une copie de celui-ci, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, devra être annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci) (les «Résolutions»).

La Société, une société en commandite par actions ayant son siège social au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 137.778 a été constituée le 9 avril 2008 par acte de Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1128 du 7 mai 2008.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg par acte du 19 décembre 2014, publié au Mémorial n°474 et 475 du 20 février 2015.

La partie comparante, agissant en sa qualité susmentionnée, a requis le notaire d'acter ses déclarations de la manière suivante:

(I) L'article 5.2 des statuts de la Société prévoit ce qui suit:

« 5.2. Le capital social total non émis mais autorisé de la Société est fixé à quarante mille livres sterling (40.000 GBP) qui sera représenté par un million (1.000.000) d'Actions de quelque classe que ce soit sans aucun ratio spécifique à respecter, d'une valeur nominale de quatre pence (0,04 GBP) chacune.

Le Gérant a l'autorisation, jusqu'au cinquième anniversaire de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires approuvant le capital social autorisé (ou tout renouvellement, toute extension ou augmentation de ce dernier), d'augmenter le capital social de temps à autre par l'émission de nouvelles Actions de quelque classe que ce soit une fois ou en plusieurs tranches dans les limites du capital social autorisé (non émis) mentionné ci-dessus (les «Nouvelles Actions»). Le Gérant peut émettre de Nouvelles Actions avec ou sans prime d'émission, devant être libérées en numéraire, en nature ou par règlement de créances réelles, liquides et immédiatement exigibles envers la Société, ainsi que par incorporation des bénéfices reportés, réserves disponibles ou prime d'émission sous réserve des conditions énoncées aux articles 5.2.1 à 5.2.3.

Le Gérant peut déléguer à tout administrateur, gérant, dirigeant ou toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir de recevoir les souscriptions et le prix des Nouvelles Actions devant être émises dans les limites du capital social autorisé non émis.

Lorsque qu'une augmentation du capital social aura lieu conformément aux présents Statuts, le Gérant prendra des mesures en vue de modifier les présents Statuts afin de constater la modification du capital social émis et la réduction correspondante du capital social autorisé non émis, et le Gérant aura l'autorisation de prendre ou d'autoriser les mesures nécessaires à l'exécution et la publication de cette modification conformément à la Loi».

(II) Sur base des pouvoirs attribués au Délégué tel qu'énoncés sous (I) ci-dessus, à la suite de l'approbation du Gérant, la Société a, sur base des Résolutions, émis douze mille six cent quarante-et-une (12.641) actions ordinaires de classe C et cent soixante-cinq (165) actions préférentielles de classe D d'une valeur nominale de quatre pence (0,04 GBP) chacune (les «Nouvelles Actions») aux souscripteurs dans les proportions indiquées dans les Résolutions, pour un prix total de souscription de cent soixante-cinq mille cinq cent cinq livres sterling et soixante-quatre pence (165.505,64 GBP) («Prix de Souscription») duquel cinq cent douze livres sterling et vingt-quatre pence (512,24 GBP) ont été attribuées au compte capital social et cent soixante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-treize livres sterling et quarante pence (164.993,40 GBP) ont été attribuées au compte réserve légale de la Société (l'«Augmentation de Capital»); et

(III) Les Nouvelles Actions ont été entièrement libérées par voie d'un apport en numéraire d'un montant de cent soixante-cinq mille cinq cent cinq livres sterling et soixante-quatre pence (165.505,64 GBP) (l'«Apport en Numéraire»). La preuve du paiement du Prix de Souscription d'un montant de cent soixante-cinq mille cinq cent cinq livres sterling et soixante-quatre pence (165.505,64 GBP) a été montrée au notaire instrumentant.

(IV) En conséquence de ce qui précède le capital social émis de la Société a été augmenté d'un montant total de cinq cent douze livres sterling et vingt-quatre pence (512,24 GBP) afin de le porter de son montant actuel de soixante-quatre mille huit cent cinquante-quatre livres sterling et quatre-vingt pence (64.854,80 GBP) à la somme de soixante-cinq mille trois cent soixante-sept livres sterling et quatre pence (65.367,04 GBP) par l'émission des Nouvelles Actions en contrepartie de l'Apport en Numéraire.

En conséquence de l'Augmentation de Capital, l'article 5.1 et le premier paragraphe de l'article 5.2 des statuts de la Société sont modifiés afin qu'ils aient la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social émis de la Société est fixé à soixante-cinq mille trois cent soixante-sept livres sterling et quatre pence (65.367,04 GBP) représenté par un million six cent trente-quatre mille cent soixante-seize (1.634.176) actions de classes différentes divisées en (ensemble, les «Actions» et individuellement, une «Action»):

5.1.1 une (1) action de commandité (l'«Action de Commandité»);

5.1.2 trois cent trente-et-un mille quatre cent soixante-dix-neuf (331.479) actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires A»);

5.1.3 cinq cent cinquante-deux mille deux cent soixante-dix-sept (552.277) actions ordinaires de classe B (les «Actions Ordinaires B»);

5.1.4 cent quinze mille quatre cent trente-quatre (115.434) actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires C»);

5.1.5 trois cent trente-neuf (339) actions ordinaires de classe D (les «Actions Ordinaires D»);

5.1.6 cent quatre-vingt-quatre mille (184.000) actions ordinaires de classe E1 (les «Actions Ordinaires E1»);

5.1.7 deux cent quatre-vingt-cinq mille six cents (285.600) actions ordinaires de classe E2 (les «Actions Ordinaires E2»);

5.1.8 cent quarante-et-un mille quatre cent soixante-et-une (141.461) actions préférentielles de classe A rachetables sans droit de vote (les «Actions Préférentielles A Rachetables»);

5.1.9 quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions préférentielles de classe B rachetables sans droit de vote (les «Actions Préférentielles B Rachetables»);

5.1.10 quarante-cinq (45) actions préférentielles de classe C rachetables sans droit de vote (les «Actions Préférentielles C Rachetables»);

5.1.11 treize mille quarante-cinq (13.045) actions préférentielles de classe D sans droit de vote (les «Actions Préférentielles D»); et

5.1.12 dix mille (10.000) actions préférentielles de classe E sans droit de vote (les «Actions Préférentielles E»);
d'une valeur nominale de quatre pence (0,04 GBP) chacune.

5.2. Le capital social total non émis mais autorisé de la Société est fixé à trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt-sept livres sterlings et soixante-seize pence (39.487,76 GBP) qui sera représenté par neuf cent quatre-vingt-sept mille cent quatre-vingt-quatorze (987.194) Actions de quelque classe que ce soit sans aucun ratio spécifique à respecter, d'une valeur nominale de quatre pence (0,04 GBP) chacune.

Dépenses:

Les dépenses, coûts, rémunérations ou frais sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société suite à l'augmentation de capital sont estimés à EUR 2.000,-.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la même date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu à la partie comparante, laquelle a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare par le présent qu'à la requête de la partie comparante, cet acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A b la requête de la même partie comparante, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre la version française et la version anglaise.

Signé: A. PEL, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/12956. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015074474/194.

(150084919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Atrium Portfolio Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.617.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 23 avril 2015 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a reconduit les mandats de

- M. João Carlos Peça Nunes da Fonseca, 35 AV. da Republica, étage Piso 2, P-1050-186 Lisbon

- M. António Manuel Baptista dos Santos Almeida, 35 AV. da Republica, étage Piso 2, P1050-186 Lisbon

- M. Mário Luís Cruz Dias Vigário, 35 AV. da Republica, étage Piso 2, P-1050-186 Lisbon pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2016.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agrée PricewaterhouseCoopers S.à.r.l pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2016.

Référence de publication: 2015074345/16.

(150085313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Caisse Raiffeisen Bettborn-Perlé, Société Coopérative.

Siège social: L-8606 Bettborn, 61, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 92.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015075889/9.

(150086352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

UBIK, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4276 Esch-sur-Alzette, 58, rue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 150.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075674/10.

(150085649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

KW Goecke S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.443.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KW Goecke S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015076124/11.

(150086617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Aviva Investors International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 66.614.

Des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société qui a eu lieu le Mardi 7 Avril 2015

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale de la Société qu'au 7 Avril 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016:

- M. Emmanuel BABINET, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 24-26, rue de la Pépinière, 75008 Paris, France;

- M. Timothy LUCAS, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au No 1 Poultry EC2R 8EJ Londres, Royaume-Uni;

- M. Mark PHILLIPS, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249, Luxembourg.

L'Assemblée Générale a ré élu PricewaterhouseCoopers (PWC), ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 Mai 2015.

Référence de publication: 2015074319/22.

(150084825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.
